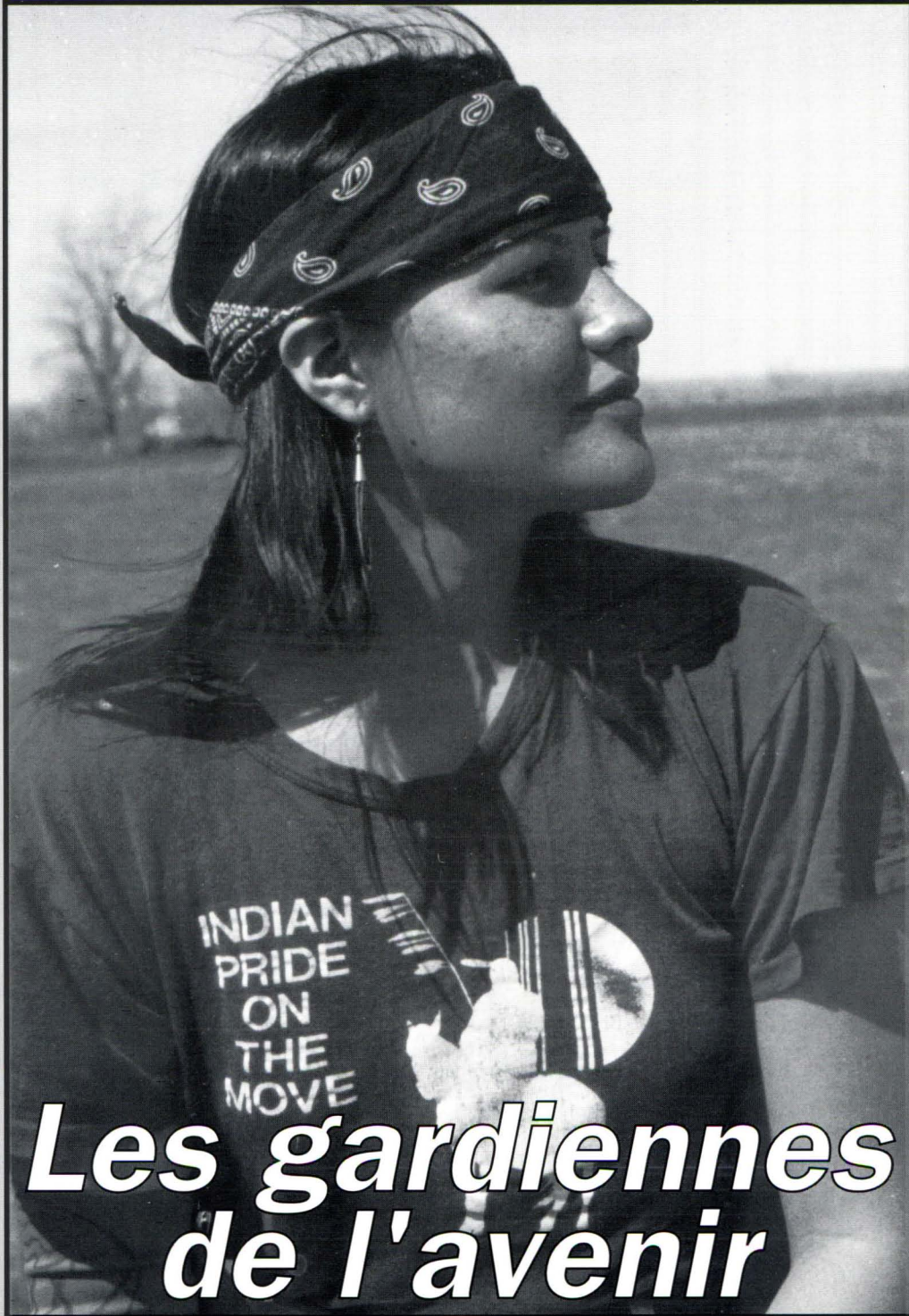


# NITASSINAN

*notre terre*



*Les gardiennes  
de l'avenir*

N° 40



  
page 6

  
pages 7/8



pages 14, 16 et 18

  
page 9

  
Rubriques



Dossier

  
pages 22, 24,25 et 27

**Nitassinan n°40, simple**  
avril - juin 1995

**Publication trimestrielle** entièrement auto-financée par  
souscription, non subventionnée et à but non lucratif du CSIA  
(Comité de soutien aux Indiens des Amériques, Loi 1901)

Adresse courrier : **Nitassinan-CSIA, BP 317,**  
**75229 Paris Cedex 05, France**

Directeur de la publication : Sylvain Duez-Alesandrini  
Dépôt légal : 2<sup>e</sup> trimestre 95  
n°ISSN : 07586000  
n° de commission paritaire : 666 59

Rédaction du volume :  
Laura Aguilar, Viviane Charpentier, Nicole Chauvry  
Sylvain Duez-Alesandrini, Fanny Dufau, Caroline Grenot,  
Monique Hameau, Catherine Jeyakumar, Olivier Mazaud,  
Fabrice Mignot, Robert Pac, Barbara Pagel,  
Christine Rosengard, Sharon Venne.

Maquette, mise en page et correction :  
Marie-Hélène Dehaine, Isabel Gonzalez,  
Catherine Jeyakumar, Barbara Pagel,  
Yann Colin, Sylvain Duez-Alesandrini.

Remerciements à Dominique Léonard et aux personnes qui  
nous ont aidé à traduire et à saisir les textes.

Photo 1<sup>re</sup> de couv. :  
Femina crow  
D.R.

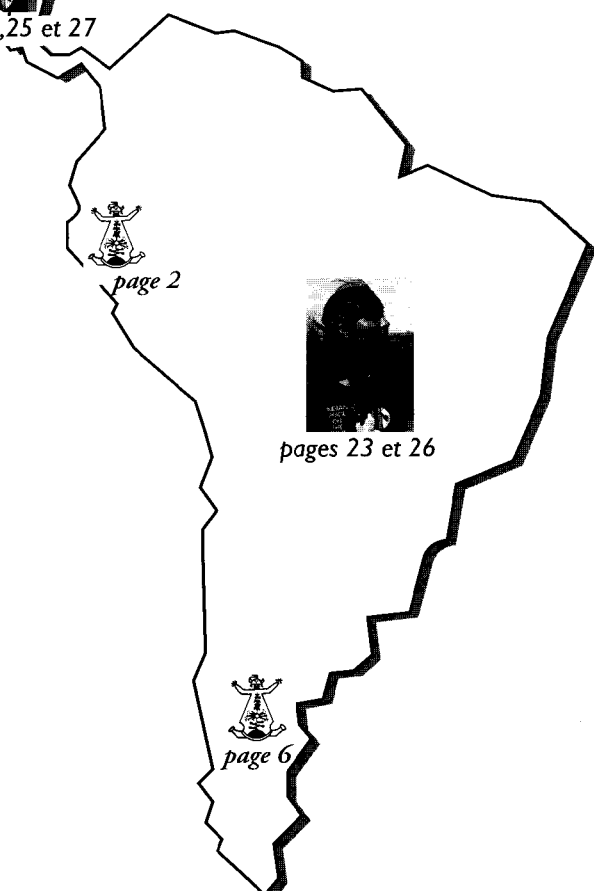
Photo 4<sup>e</sup> de couv. :  
Femmes et enfants maya dans les Communautés de  
Population en Résistance au Guatemala.  
© Éric Caro

  
page 2



pages 23 et 26

  
page 6



# SOMMAIRE

## *Droits à la terre*

Victoire indienne en Équateur	2
Trains et vaches à la conquête des territoires indiens	4
Une autre philosophie	6
Traités menacés	7

## *Environnement*

Appel urgent de la Nation Blackfeet	8
Graves menaces d'empoisonnement	9

## *Droits de l'Homme*

La politique américaine et le retour à Aztlán	10
Après la mort d'une guerrière	12

## *Dossier*

Les femmes, gardiennes de l'avenir	13
Les femmes doivent retrouver leur place	14
Matriarcat, le modèle iroquois	16
Grève des femmes mohawk	16
Jo Ann Tall, une militante lakota	17
La violence domestique ou l'héritage de la civilisation	18
La stérilisation, une forme de génocide	19
Une femme au cœur brave	20
Le fusil est moins lourd que le seau	22
La participation des femmes mapuche	23
La poupée et la machette	24
Une société matriarcale menacée par la drogue	26
Une femme kuna à Paris	27

## *Art et culture*

La collection « Terre indienne »	28
Florent par Florent	29

## *Des 4 directions*

La justice bafouée au Mexique	31
Eddie Hatcher, libre	31
Vingtième anniversaire de l'« incident d'Oglala »	32

## *Bulletin d'abonnement*

Ce numéro de Nitassinan est dédié aux femmes de l'hémisphère occidental qui continuent, aujourd'hui encore, malgré l'oppression, à lutter pour la survivance de leurs cultures et l'existence de leurs peuples.

Ce numéro est également dédié à la mémoire d'Anna Mae Pictou Aquash et de Betty Osborne.

# ÉDITORIAL

*La femme, la mère, la terre...*

*Au moment où les femmes autochtones de par le monde élisent celles qui les représenteront, en septembre, à la Quatrième conférence mondiale des femmes à Pékin, Nitassinan dédie pour la seconde fois son dossier aux femmes amérindiennes et salue leur émergence trop longtemps différée sur le devant de la scène politique mondiale.*

*Et puisque la mère évoque la naissance, Nitassinan se souvient qu'il est né il y a 10 ans, passés de quelques mois, et qu'il porte le nom innu de « notre terre ». Certains d'entre vous se rappellent peut-être que c'est à l'automne 1984 que paraissait, à l'initiative de Marcel Canton, le premier numéro du magazine du Comité de Soutien aux Indiens des Amériques, consacré à l'identité, aux luttes et à la survie des Indiens du Canada et des Etats-Unis... C'est à l'occasion de la publication de son quarantième numéro que Nitassinan désire vous faire partager sa satisfaction d'être toujours là, cohérent dans ses engagements, ainsi que pourront le constater les abonnés toujours en possession du n° 1 - l'article des pages 18 et suivantes s'intitulait déjà : Qui est Leonard Peltier ?*

*Et comme pour son anniversaire, Nitassinan a convoqué, vous le savez, une assemblée générale extraordinaire afin de procéder à la mise à jour des statuts de l'association. Les nouveaux statuts, adoptés en assemblée générale le 15 avril 1995, dissocient l'adhésion à l'association C.S.I.A (fixée par l'AG à 120 F annuels et 80F pour les bénéficiaires du R.M.I. et du minimum vieillesse, les chômeurs, les étudiants et les détenus) de l'abonnement à sa revue d'information Nitassinan (toujours 160 F pour 6 numéros). Ces modifications sont nécessaires à la longévité de notre association. Les abonnés actuels gardent bien sûr le bénéfice de leur abonnement, mais ne sont plus adhérents d'office. Le C.S.I.A. espère que cet effort financier dynamisera les militants de la cause amérindienne et que vous serez nombreux à adhérer. Votre soutien et votre participation sont indispensables à la vie de l'association, laquelle est un relais nécessaire aux groupes amérindiens en lutte sur le terrain, comme vous en convaincrez sans doute le rapport moral annuel du président (ci-joint).*

*Comme le confirme par ailleurs l'afflux à la boîte postale de nombreuses lettres d'élus en réponse à vos demandes de soutien à Leonard Peltier.*

*Celles-ci viennent s'ajouter aux 308 signatures de municipalités obtenues sur les courses de 1992, et depuis par les responsables de la campagne au sein de l'équipe. Bravo ! Les premiers résultats de cette campagne redonnent courage au bureau sortant et aux membres actifs, parfois fatigués face à l'ampleur du travail à accomplir. A ce tournant décisif de l'Histoire indigène, nous devons plus que jamais conjuguer nos efforts, tant il est vrai qu'en cette fin de millénaire angoissée l'Indigène reste à l'Homme Blanc ce que la Femme reste à l'Homme.*

Catherine Jeyakumar

## BULLETIN D'ADHÉSION

J'adhère pour un an au CSIA

à partir de 240 F (membre bienfaiteur)     120 F (adhésion simple)     80 F (bénéficiaires du RMI et du minimum vieillesse, chômeurs, étudiants et détenus.)

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Tél/Fax .....

J'adresse un chèque de ..... F libellé à l'ordre de Nitassinan CSIA, adressé à Nit-CISIA, BP 317, 75229 Paris Cedex 05 France

# Victoire indienne en Équateur

En juin dernier, les observateurs étrangers ont été une fois encore, surpris par la capacité du mouvement indigène équatorien à mobiliser ses partisans afin de défendre les intérêts des populations indigènes de ce pays.

Dans une mobilisation rappelant le soulèvement historique de 1990, les organisations indigènes nationales ont bloqué les routes et les autoroutes du pays afin d'empêcher l'application d'une nouvelle « loi pour le développement agricole » décrétée par le gouvernement et faisant partie de son programme d'aménagement structurel. Pendant deux semaines, l'activité commerciale de l'Équateur fut pratiquement paralysée. Comme lors du soulèvement qui avait éclaté quatre ans auparavant, les organisations indigènes paralysèrent une grande partie du pays malgré la répression militaire, forcèrent le gouvernement à négocier, et obtinrent finalement des concessions significatives.

Plus de 3500 communautés indigènes, ainsi que des organisations paysannes et populaires, furent mobilisées sous la conduite de la Confédération des Nations Indigènes de l'Équateur (CONAIE), la Fédération Paysanne Nationale Equatorienne et les Organisations Indigènes (FENOC-1) et la Fédération Evangélique des Indigènes Équatoriens (EFIE). En deux semaines, cinq militants indigènes furent tués et beaucoup plus hospitalisés, la plupart blessés par balle. On ignore le nombre des incarcérations.

Le 18 Mai 1994, le Parti Socialiste Chrétien (PSC), conservateur, imposa au Congrès une nouvelle loi agraire, que le président Sixto Durán Ballen signa

le 13 Juin 1994, malgré les protestations de la CONAIE et des autres organisations populaires.

Les organisations indigènes rejetèrent de nombreux points de cette loi, parce qu'elle ignorait ou menaçait les intérêts des communautés agricoles indigènes, aussi bien que ceux de 90 % des populations rurales. Cette loi

aurait encouragé la disparition des terres communautaires indigènes dans

le but de promouvoir la création d'« entreprises » agricoles. Rodrigo Carrillo, membre de la commission de presse du Mouvement Indigène de

Chimborazo (MICH) expliqua : « On ne peut pas simplement convertir le système de production communautaire indigène en « business » agricole. Cette loi impose une conception de l'agriculture qui ne s'accorde pas avec les coutumes et la pensée indigènes ».

## Le pays paralysé

Le jour même de la ratification, des protestataires indigènes se rassemblèrent en des lieux stratégiques, élevant des barricades sur les routes et paralysant une grande partie du pays. Des manifestations dans les zones urbaines et des occupations de bâtiments publics eurent également lieu. Dix provinces furent lourdement affectées. Malgré la désinformation officielle, les protestataires tinrent bon dans les rues. Alberto Saeteros, secrétaire de l'Union Provinciale des Coopératives et des Communautés Indigènes de Cañar (UPCCC) déclara : « Ici, dans le Cañar, nous avons rencontré le peuple pour lui expliquer les effets négatifs de la loi et, alors, nous avons fait grève pour paralyser le trafic vers le nord, le sud et l'ouest ». De son côté, Ignacio Grefa, président de la Fédération des Organisations Indigènes de Napo (FOIN), rapporta : « Nous avons tenu les barricades pendant une semaine, rien n'est passé ».

Des paysans non-indigènes, des ouvriers et des citoyens exprimèrent leur solidarité avec la mobilisation et proposèrent leur soutien. Les partis politiques de gauche et de centre-gauche demandèrent l'abrogation de la loi agraire. Hector Villamil, président des Organisations des Peuples Indigènes de Pastaza (OPIP) nota : « Des « campesinos » (paysans non-indigènes) et des ouvriers se sont mobilisés avec nous. Nous voyons là un changement significatif et positif. Lors de la marche de l'OPIP sur Quito en 1992, beaucoup de « campesinos » colons étaient



contre nous ». D'après Rodrigo Carrillo du MICH : « En général, les gens de Riobamba (capitale de la province du Chimborazo) ont bien compris l'importance du rôle des producteurs indigènes pour la fourniture des produits de nourriture de première nécessité et ils nous ont offert leur aide pendant la mobilisation ».

## La répression militaire

Une semaine après le début de la mobilisation, le président Durán offrit de négocier. Mais la CONAIE estima que la Commission de médiation du président était inacceptable, parce que ses représentants étaient, pour le plus grand nombre, favorables au gouvernement et aux propriétaires terriens.

Le lendemain, le président Durán décréta un état de mobilisation militaire et décida que ceux qui tenaient les barricades seraient punis de un à trois ans de prison. Des mandats d'arrêt furent lancés contre les leaders indigènes, y compris les dirigeants du CONAIE. Les autoroutes et les communautés indigènes furent occupées par les forces de sécurité. Malgré leur retrait pacifique des autoroutes, plusieurs manifestants furent tués, et probablement des centaines blessés, à l'arrivée des militaires.

La police battit sauvagement les protestataires, y compris des enfants, dans les pro-

vinces de Cotopaxi et de Chimborazo. Le moment le plus dur fut probablement lorsqu'une bande de supporters du Parti Social Chrétien attaqua et détruisit les bureaux et le centre communautaire de l'UPCCC à Cañar. Celui-ci servait à abriter des structures d'éducation alternative, de commerce et de soins, dont les indigènes de Cañar et les pauvres avaient le plus grand besoin. Un militant indigène fut tué et 38 blessés durant l'attaque qui réduisit aussi en cendres un marché, une menuiserie, une librairie, des ordinateurs, une station émettrice de radio, des télécopieurs, des photocopieuses et plusieurs véhicules. Les forces de sécurité menacèrent ou fermèrent les stations de radio indigènes et populaires à Tungurahua, Cotopaxi, Chimborazo et Cañar, rendant difficile la transmission des informations concernant les violations des droits de l'homme et les violences perpétrées par les forces militaires et para-militaires.

### Formation d'une commission de médiation

Les leaders de la CONAIE dans la clandestinité ont appelé à la fin de la militarisation et organisé une commission de médiation composée de représentants religieux et d'organisations de défense des droits de l'homme nationales et internationales. En butte à un mouvement de pression considérable, le président accepta d'annuler l'état de mobilisation militaire et de rechercher un compromis avec les formations de la commission. Le congrès s'engagea aussi à réviser la loi agricole. Les négociations ont commencé le 30 juin et se sont poursuivies jusqu'à la mi-juillet.

### Résultat du conflit : des mots ou du concret ?

La loi amendée, entrée en vigueur le 3 août, contient de réelles améliorations



pour les peuples indigènes, les paysans (campesinos), et la société équatorienne en général. Elle permettra le maintien des communautés, des coopératives et des formes d'organisation agraire des petits propriétaires. La nouvelle agence nationale pour le développement agraire comprendra deux représentants des organisations indigènes et paysannes au sein de son conseil exécutif. La propriété de l'eau demeurera publique et davantage d'efforts seront déployés pour la production de produits destinés à la consommation intérieure, afin de répondre aux besoins de la population. Cette loi reconnaît aussi les méthodes agricoles indigènes et respecte les valeurs culturelles et sociales des diverses populations qui sont engagées dans les activités agricoles.

### «... des êtres humains doués de raison possédant des droits.»

La loi amendée appelle encore à la continuation de l'amélioration de la réforme agraire, y-compris la distribution des terres, ainsi qu'à des possibilités accrues d'obtention de crédits, à l'assistance technique et à de meilleures infrastructures. Elle demande la protection des parcs nationaux et des réserves et reconnaît les droits des peuples à vivre des ressources de la forêt qu'ils pourront exploiter à leur manière. Pour finir, la loi préconise la création de marchés devant permettre aux producteurs indigènes et aux paysans de se libérer des opérations spéculatives des intermédiaires.

Les gains des peuples indigènes vont au-delà de ces formes légales. Une fois de plus, leur mouvement a démontré sa puissance. Cette fois, les indigènes se sont assis à la table des négociations, face à ceux qui se considéraient comme leur patrons. Ainsi que le déclare Rodrigo Carrillo, du MICH : « Le gouvernement sait maintenant qu'il devra tenir compte à l'avenir des intérêts et de la participation des indigènes. Nous sommes dorénavant considérés comme des êtres humains doués de raison possédant des droits, et non plus comme des animaux paresseux ». Ignatio Grefa commente ainsi la négociation : « nous avons gagné une nouvelle audience politique et fortifié ce que nous avons gagné lors du soulèvement de 1990. Dans ce sens, ce n'est que la continuation de la mobilisation et de notre combat depuis 500 ans. Ce combat se poursuivra à l'avenir ».

Robert Andolina  
Source Abya Yala News, automne 1994  
traduction : Robert Pac

### La question des Black Hills aux Nations Unies

Un rapporteur spécial pour les Nations Unies, le Dr. Martinez, a tenu une audition sur la question des Black Hills à Rapid City. Il voulait connaître l'interprétation que font les Indiens du traité de Fort Laramie, ainsi que la façon dont ils considèrent les Black Hills des points de vue culturel et spirituel. Une quarantaine de Lakota assistaient à cette réunion. Bill Means, de l'AIM, a parlé de l'oppression des Indiens, en particulier en Amérique Latine, et a comparé leur situation à celle des Noirs d'Afrique du Sud. Charlotte Black Elk, arrière-petite-fille du célèbre médecin, dit avoir pu vérifier par des méthodes scientifiques la véracité de la tradition orale lakota concernant les Black Hills. Elle a affirmé que la protection de la nature était essentielle au développement de la pensée religieuse traditionnelle. Le Dr. Martinez va poursuivre ses auditions dans différentes régions des Etats-Unis. Cette tournée s'inscrit dans le cadre d'une étude générale des revendications territoriales des peuples indigènes à travers le monde. Le rapport sur la situation aux Etats-Unis devrait voir le jour fin 1996.

### Un camp traditionnel dans les Black Hills

Un camp traditionnel a été organisé l'été dernier pour les enfants Sisseton-Wahpeton sur le territoire que la tribu possède dans les Black Hills, un terrain de 127 acres acheté avec l'argent de son casino. Des enfants Yankton et Santi les y ont rejoints. Les trois tribus ont financé ce projet.

#### ERRATA

Deux erreurs se sont glissées dans notre dernier numéro (Nitassinan n° 39), veuillez rectifier :

- Dans l'article « Vers une issue dans le conflit du Chiapas ? », page 6, il faut remplacer « 26 000 km<sup>2</sup> de terres... » par « 26 000 hectares de terres... »
- Dans celui intitulé : « Traitement inhumain réservé aux prisonniers politiques », page 25, il faut remplacer « accordé au journal Le Monde » par « accordé au journal Le Matin ».

# Trains et vaches à la conquête des territoires indiens

Nitassinan a rencontré Miguel de Leon Iguanape, membre de la nation Kuna, en juillet 1994. Les Kunas vivent dans les archipels situés au large des côtes du sud du Panama. Ils ont conservé des structures politiques et sociales propres. Notre interlocuteur nous fait part de la difficulté pour les Indiens du Panama à pouvoir suivre un développement autonome et des convoitises que suscitent les terres et les espaces maritimes indigènes.



Nitassinan — *Qui représentes-tu ?*

Miguel — Je suis le coordonnateur général de la « Coordination Générale des Peuples Indigènes du Panama », qui rassemble trois congrès généraux : le congrès kuna, le congrès enveranoman et le congrès novébuclé. Ces trois congrès se sont unis pour former une instance nationale. Les congrès sont l'autorité suprême de chaque territoire. A Kuna Yala (pays des Kunas), l'autorité suprême est le congrès kuna, qui se réunit tous les six mois pour débattre des sujets internes à la communauté. Il est en relation avec le gouvernement panaméen.

N. — *Peux-tu nous présenter ton peuple et les autres peuples autochtones du Panama ?*

M. — Je représente le peuple kuna, mais aussi le peuple enveranoman qui vit dans la région de Darien, ainsi que le peuple novébuclé, c'est-à-dire les gens de Guaymi. Ce sont les trois peuples autochtones principaux qui vivent dans l'Etat panaméen. Les Kunas vivent sur des îles de l'Atlantique, jusqu'à la frontière colombienne. Il y a 366 îles, dont 49 sont habitées. Chaque île a une autorité et des lois propres ; un congrès s'y réunit quotidiennement. Dans chaque île, il y a un « saihla », c'est-à-dire une autorité. Les « saihlas » se réunissent tous les six mois pour former le congrès des Kunas. Chaque congrès, chaque île, chaque communauté, chaque village envoie cinq délégués au congrès des Kunas, qui comprend environ 250 membres. Les Enveras font la même chose mais une fois par an. Les Noves tiennent un congrès général tous les cinq ans. Les

Enveras vivent en majorité sur le continent, dans la région de Darien. Les Noves sont répartis sur trois provinces : Veraguas, Boca del Toro et Chiriqui. Ils habitent dans les montagnes.

N. — *Êtes-vous isolés des autres populations du Panama, c'est-à-dire des Métis et des Noirs ?*

M. — Les Noves vivent plus ou moins près de non-Indiens, qui sont des éleveurs de bétail. C'est pour cela qu'ils souffrent beaucoup. Pour les Enveras, c'est la même chose. Mais les Kunas sont isolés sur leur territoire. Les éleveurs de bétail non-Indiens envahissent les terres indiennes du Chiriqui et empêchent les Indiens novébuclé de travailler. Ceux-ci souffrent alors de la famine et doivent quitter leurs terres. Les éleveurs leur font signer des papiers et se présentent ensuite comme les vrais propriétaires.

N. — *Ces peuples ont-ils un droit de propriété reconnu ? Comment est-il possible que des grands propriétaires terriens puissent acheter leurs terres ?*



M. — La Constitution du Panama dit que des terres doivent être réservées aux Indiens et aux paysans. Mais les lois sont faites pour les non-Indiens. Il n'y a aucune loi en faveur des Indiens. Nous luttons pour que les terres indiennes soient reconnues par la Constitution.

N. — *N'y a-t-il pas des problèmes de cet ordre dans les îles ?*

M. — Si, les non-Indiens y coupent des arbres pour leur profit ; alors il y a un conflit entre les colons et les Kunas. Nous avons ce problème à Marugandi et à Chepo que les colons envahissent.

N. — *N'y a-t-il pas un problème avec les droits de pêche ?*

M. — Si, par exemple, des bateaux japonais et colombiens pêchent beaucoup dans les espaces maritimes des Indiens kunas. Nous avons protesté auprès des gouvernements panaméen et colombien, parce que ces navires viennent pêcher la nuit dans nos eaux. Nous ne pêchons pas pour le commerce mais pour notre subsistance.

N. — *Quelles sont vos relations avec l'économie panaméenne ?*

M. — Nous produisons des noix de coco, des « molas » (tissus brodés, cf. p.27), de l'artisanat. Mais le marché panaméen ne consomme pas ces produits.

Nous devons les vendre en contrebande à des pirogues colombiennes qui viennent sur nos côtes. Ainsi, nous n'avons pas de contacts directs avec le Panama. A chaque fois que nous le lui signalons, le gouvernement nous dit qu'il n'y a pas de marché pour nous.

N. — *Avez-vous des relations avec l'Etat panaméen, pour l'état-civil, l'administration, l'école ?*

M. — Dans le pays kuna, il y a des écoles, mais avec le programme éducatif du ministère de l'Éducation. Nous demandons une école indienne, bilingue et interculturelle, car l'Indien doit connaître sa propre culture et sa propre histoire, c'est très important. Mais il doit aussi connaître les cultures occidentales, pour favoriser la cohabitation. C'est une forme de survie et de relation avec les autres. Il est important que l'Indien apprenne des autres civilisations.

N. — *Y-a-t-il du racisme envers les Kunas qui vont par exemple à la capitale ?*

M. — Directement, physiquement, il ne me semble pas. Mais il y a bien du racisme,

*vernementaux, comme les barrages hydro-électriques et les chemins de fer ?*

M. — Ils ont réalisé un projet hydro-électrique à Marugandi, mais nous n'en retirons aucun bénéfice : il y a une usine d'électricité, mais nous n'avons même pas la lumière électrique ! De plus, il ont noyé de vastes territoires fertiles. La construction du chemin de fer se négocie dans le dos du peuple kuna et il ne va même pas nous être utile comme moyen de transport. Ceux qui vont en tirer profit, ce sont les grandes firmes transnationales, les compagnies pétrolières vénézuéliennes et les gens qui s'enrichissent en transportant des marchandises sur le marché nord-américain. Ils pensent aussi transporter



car le Kuna, le mieux formé soit-il, n'est pas engagé pour les meilleurs postes. Le Kuna doit toujours être cuisinier ou serveur. On ne lui donne jamais la possibilité d'être employé à des tâches plus nobles. C'est une forme de discrimination parce que beaucoup d'Indiens ont été formés dans les meilleures universités du Panama. Mais on n'utilise pas leur savoir.

N. — *Les partis politiques du Panama sont-ils intéressés par les questions indiennes ?*

M. — Au Panama, les partis politiques sont plutôt des partis économiques que des partis idéologiques ou sociaux. Ce sont des partis organisés pour capter les ressources de l'État. Leurs adhérents se préparent et s'organisent pour être députés et gagner beaucoup d'argent. Au Panama, aucun parti ne s'intéresse réellement à la situation politique, sociale et économique du peuple panaméen et encore moins à celle des Indiens. C'est pourquoi nous n'avons aucune confiance en ces partis.

N. — *Pourquoi craignez-vous les projets gou-*

des grandes quantités de touristes. Nous n'en bénéficierons pas non plus, car le tourisme paraît inoffensif mais au fond, il détruit les cultures indiennes. Le touriste qui vient, ne nous connaît pas et se sent supérieur, comme nous l'avons déjà vu. Ce sont des entreprises puissantes qui détiennent le secteur touristique et il est difficile pour les Indiens de le contrôler. Nous souhaitons que tous ceux qui veulent mener des projets viennent consulter le congrès kuna, car nous voulons être autonomes. Les projets doivent bénéficier au territoire indien et ne pas être un moyen d'exploiter l'Indien. Certaines organisations populaires désintéressées nous soutiennent. Je crois qu'il serait intéressant d'avoir un appui de la part du gouvernement français ou du peuple français pour des programmes de santé, d'éducation interculturelle et bilingue, et même de recherches historiques.

*Propos recueillis par Fabrice Mignot et Catherine Jeyakumar.*

*Transcription : Laura Aguilar*

*Traduction : Fabrice Mignot.*

## **Pollution au mercure en Guyane**

Le Fonds mondial pour la nature (WWF-France) a estimé que des « mesures » de prévention devaient être prises en Guyane française, compte tenu des résultats de l'enquête sur la contamination par le mercure provoquée par les chercheurs d'or. Selon le WWF, la population doit être informée des dangers qu'elle court et des contrôles doivent être faits pour que la législation soit respectée par les chercheurs d'or. Jacques Fretey, un des responsables du WWF-France, affirme que « personne ne respecte la législation française ou européenne » sur l'orpaillage en Guyane. Il ajoute : « L'État et les élus sont tous au courant de la situation et de la gravité du problème mais personne ne fait rien ». Selon lui, la première mesure à prendre est d'instituer un « contrôle sérieux » du commerce du mercure et de son utilisation. M. Fretey cite « d'autres destructions » provoquées par l'orpaillage, dont la déforestation, l'érosion des falaises et des rejets de boues « catastrophiques » dans les cours d'eau. Le WWF espère enfin que la vaste étude pluridisciplinaire projetée par le CNRS sur tous les échelons de la chaîne alimentaire sera lancée rapidement. Selon l'étude du Réseau national de santé publique (RNSP), les niveaux d'imprégnation (cheveux) par le mercure dans la population guyanaise sont comparables à ceux observés au Japon, dans certaines villes côtières des États-Unis, ou chez les Inuits canadiens de la région d'Ungava. Mais ces taux sont inférieurs aux niveaux mesurés chez les Indiens Crees de la baie d'Hudson. En Guyane, environ 12% de la population générale et 5% des femmes enceintes dépassent 10 microgrammes/g (valeur maximum acceptable fixée par l'OMS), la valeur maximum observée étant de 30,8 ug/g.

## **Danger nucléaire chez les Dakota**

Depuis 20 ans la réserve Santi-Dakota de Prairie Island, Minnesota, abrite une centrale nucléaire installée sans l'accord des Indiens. Les déchets radioactifs s'accumulant dans la centrale, on a décidé de les stocker « temporairement » sur la réserve, dans des fûts non enterrés. Une manifestation a eu lieu, réunissant des Indiens et des écologistes. Le nord du Minnesota où se trouvent plusieurs réserves indiennes a déjà un taux de cancer égal à 4 fois la moyenne nationale.

# Une autre philosophie

Sharon Venne est une avocate crie originaire du Saskatchewan, vivant actuellement en Alberta. Spécialiste en droit international, elle participe presque chaque année au groupe de travail des Nations-Unies sur les populations autochtones et présente devant les instances internationales de nombreuses revendications venant des nations amérindiennes du Canada. Son travail inestimable pour le respect des droits des peuples indigènes à travers le monde est reconnu internationalement...

Les Indiens parlent de la terre comme d'une parente : « notre Mère la Terre ». Je me rappelle d'une histoire racontée par un ancien. Dans sa jeunesse, il avait entendu un jeune homme tenir des propos dégradants envers les femmes. Un Indien lui avait alors demandé d'ouvrir la paume de sa main pour y faire pousser quelque chose et lui avait alors rappelé que, tout comme la terre, la femme faisait pousser en elle un enfant. Si bien que tant qu'il ne serait pas capable d'en faire autant, il ne devrait insulter ni les femmes ni la terre.

Les questions concernant le droit à la terre sont toujours envisagées selon une perspective non-indienne. Le monde non-indien part du principe que la terre peut être vendue et achetée, ce à quoi les Indiens réagissent en demandant : « Quel bras doit-on vendre ? Le droit ? Le gauche ? »

## La propriété aborigène

Au Canada, la politique gouvernementale est basée sur le principe de la « revendication des terres ». Aussi demande-t-on aux Indiens de prouver leur droit à la terre. Un jour, l'un de nos anciens a demandé : « Pourquoi devons nous revendiquer notre droit à la



Sharon Venne à Genève en 1993

terre ? Ce sont nos terres. Si les non-Indigènes affirment qu'ils possèdent nos terres, c'est à eux d'en faire la preuve. »

La logique de la politique canadienne a toujours été d'aller vers la disparition progressive de notre « propriété » des terres. Mais qu'est-ce que la « propriété aborigène » ?

Quand les Européens sont arrivés, ils désiraient utiliser une partie de nos terres pour s'installer. Le représentant de la Reine d'Angleterre vint à la rencontre de nos peuples et leur demanda de partager avec eux une partie des terres en vivre. Ce processus constitue la genèse des traités. Dans l'Ouest canadien, les peuples indigènes ont signé onze principaux traités avec la Couronne britannique, selon lesquels les terres et les ressources situées au-dessus et au-dessous du sol devaient rester nôtres. A aucun moment, nos ancêtres n'ont vendu, cédé ou abandonné nos terres. Mais le gouvernement canadien affirme que ce processus était en fait une entreprise d'achat de la terre.

Ce conflit a amené les peuples indigènes à saisir les Nations Unies. Une étude, qui devrait être achevée en 1996, doit passer en revue les traités signés. La plupart des traités internationaux ont été rédigés en s'inspirant d'une vision du monde ethnocentriste européenne. La Bulle papale qui avait autorisé les capitaines des vaisseaux et les monarchies d'Europe à coloniser des

terres non-chrétiennes est toujours en vigueur. Le Pape n'a jamais donné suite à la demande d'abrogation de cette Bulle. Ainsi, les catholiques et les gouvernements coloniaux (Canada, Etats-Unis, Nouvelle-Zélande, Australie, etc.) estiment que les colons ont droit de propriété sur nos terres. C'est une assertion qui n'a aucun fondement. L'oppression que nous subissons dans nos réserves est une conséquence de la non-reconnaissance de nos droits sur la terre.

## Préserver la septième génération

L'une des questions clés liée au problème de la terre concerne l'utilisation qui en est faite. Quand les Européens sont arrivés, ils nous ont dit qu'ils pouvaient se passer de notre faune car ils allaient amener leurs propres animaux. Nos animaux et tous les produits de la terre resteraient entre nos mains. Mais, avec le flot toujours plus important d'immigrants, notre faune a été détruite. Nous sommes maintenant poursuivis devant les tribunaux pour avoir chassé et pêché. L'un de nos chefs traditionnels a été récemment condamné parce qu'il avait coupé du bois pour refaire sa cabane de trappeur. Par contre, le gouvernement autorise les coupes massives et donne son accord pour l'exploitation de mines sur des terres traditionnelles. La différence entre les peuples indigènes et non-indigènes est la suivante : les industries du bois et de l'uranium ont des concessions, tandis que nos règles de vie nous obligent à préserver la terre pour les générations futures. La seule obligation du gouvernement est de faire de l'argent, laissant les générations à venir se débrouiller. Notre devoir est de penser aux conséquences de nos actes sur la septième génération. La terre ne survivra que s'ils changent leur vision du monde. Tant qu'on ne saura faire pousser quelque chose dans la paume de sa main, il faudra respecter la terre.

Sharon Venne

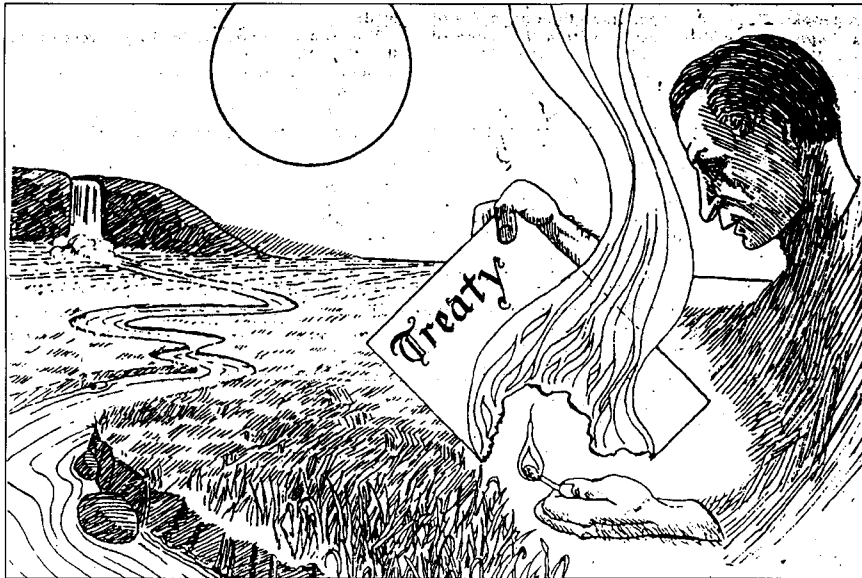
Traduction : Viviane Charpentier  
et Olivier Mazaud





# Traités menacés

A l'automne 1994, Tom Ten Bear, un Crow du Montana, était condamné pour avoir chassé illégalement dans la Big Horn National Forest, au Wyoming (voir n°37, p.2). Cette condamnation posait le problème du respect des traités signés au XIX<sup>e</sup> siècle entre les Etats-Unis et les tribus indiennes.



En 1989, Tom Ten Bear abattait un élan dans une forêt fédérale du Wyoming. Accusé d'avoir enfreint les lois de l'État sur la chasse, il était condamné à six mois de prison et à 500 dollars d'amende. M. Ten Bear avait fait appel de ce jugement, déclarant qu'il n'avait fait qu'exercer les droits reconnus aux Crow par le traité de Fort Laramie de 1868. En effet, l'article IV du traité accordait un droit de chasse et de pêche aux membres de la tribu sur les territoires cédés aux Etats-Unis, une partie des Big Horn Mountains s'étendant à l'ouest de la réserve crow actuelle. Il s'agit uniquement de forêts nationales, et non de propriétés privées.

Comme on pouvait le craindre, le juge fédéral Allan B. Johnson, a confirmé la condamnation de M. Ten Bear. Ce jugement n'affecte pas seulement une personne, ni même une tribu. Si cette décision faisait jurisprudence, elle pourrait remettre en cause tous les droits indiens protégés par les traités.

Le juge a basé sa décision sur un arrêt de la cour suprême de 1896 impliquant M. Race Horse de la tribu bannock qui, exerçant les droits de chasse de sa tribu, avait abattu sept élan dans une forêt du Wyoming en 1895. La Cour avait déclaré que M. Race Horse avait perdu ses droits en 1890, quand le territoire du Wyoming était devenu un Etat. La tribu crow avait porté plainte contre les services du Wyoming réglemant la chas-

se et la pêche. En confirmant la condamnation de M. Ten Bear, le juge Johnson a débouté la tribu crow de sa plainte.

L'affaire est maintenant devant la cour d'appel de Boulder, Colorado. Les Crow demandent au gouvernement fédéral de faire respecter par le Wyoming le traité de Fort Laramie qu'il a conclu avec les tribus. Ils font également appel au soutien des autres tribus signataires du traité.

Un membre du conseil tribal oglala de Pine Ridge a déclaré que le conseil envisageait de répondre favorablement à la demande des Crow. « Nous l'avons déjà fait dans un cas impliquant les Lakota de Cheyenne River et nous pouvons toujours le faire », dit-il. « Nous surveillerons l'affaire de près ».

Synthèse : Monique Hameau.



## Tradition contre développement

Deux bandes inuit sont divisées quant à leur façon d'envisager l'avenir. La bande des Sept Iles vient d'accepter un chèque de la compagnie Hydro-Québec en compensation de la destruction des territoires de chasse de la vallée de Sainte Marguerite, engloutis par la construction d'un barrage. L'accord n'avait été accepté qu'à une faible majorité et le mécontentement est vif dans la communauté. La tribu est en effet formée de deux bandes distinctes, Sept-Iles et Maliotenam, réunies de force par les Blancs. Les Maliotenam, légèrement minoritaires, et très traditionalistes, désirent la séparation d'avec les Sept-Iles. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés et emprisonnés à la suite de manifestations contre le projet de barrage. Gilbert Pilot, un ami de Nitassinan, était parmi les protestataires.

## Le scandale du « Bennett Freeze »

Une zone de la Réserve navajo, près de Tuba City était « gelée provisoirement »... depuis 1966. Afin d'inciter les Navajo à partir, les conditions de vie y avaient été rendues volontairement épouvantables. Les gens n'avaient ni eau courante, ni égouts, ni électricité. Les maisons ne pouvaient être remplacées, ni même réparées. Le « gel » va être levé. Le BIA doit payer une partie de la reconstruction et la tribu le reste.

## Développement économique des réserves

Des conversations ont eu lieu entre des leaders indiens et des fonctionnaires fédéraux sur les possibilités de développement économique des réserves. Un délégué indien a déclaré que ce qui convenait aux États et aux villes ne convenait pas aux tribus. Des incitations économiques poussent les entreprises à s'installer dans les régions les plus pauvres. Mais les Indiens disent vouloir développer leurs propres entreprises et non ouvrir leurs réserves aux entreprises blanches.

## Sauver les bisons du Yellowstone

Les bisons du parc de Yellowstone, au Wyoming, sont devenus très nombreux et ils sortent fréquemment du parc à la recherche de nourriture. Plutôt que de les abattre comme le font les rangers du parc, les Indiens proposent de transporter sur les réserves les bisons en surnombre.

# Appel urgent de la Nation Blackfeet

Nitassinan avait averti ses lecteurs (n° 35, p.6) de la grave menace que les forages pétroliers autorisés par le Président Bush en janvier 1993 faisaient peser sur les terres sacrées des Blackfeet du Montana. Or, une irrégularité dans la procédure a permis de retarder le début des forages jusqu'au 30 juin 95. Nous publions ci-après l'appel de Floyd Heavy Runner, traditionaliste blackfeet.

En commémoration du 125e anniversaire du massacre du village de Heavy Runner par l'armée américaine, du 100e anniversaire du traité de 1895 et au nom des droits humains, politiques et culturels des peuples indigènes à travers le monde...

Moi, Chef Floyd Heavy Runner, Blackfeet, je présente cette lettre à la communauté internationale afin d'établir entre la nation blackfeet et les Etats-Unis une paix basée sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention internationale sur les droits civiques et politiques.

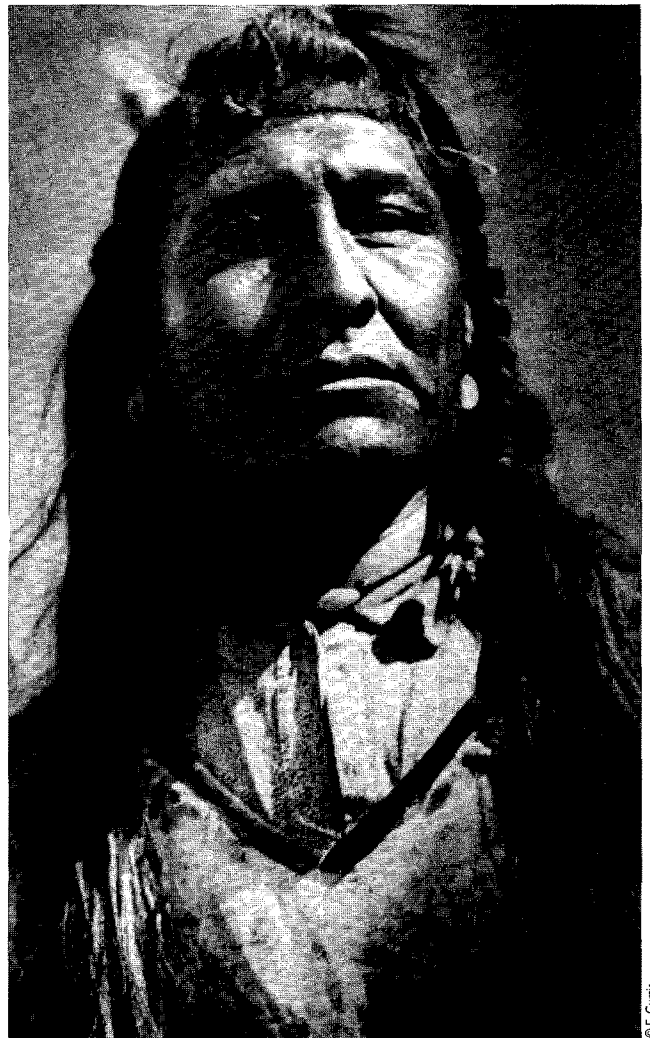
En 1870, mon arrière-arrière-grand-père, Heavy Runner l'Ancien, était assassiné avec 172 autres Blackfeet, surtout des femmes, des enfants et des vieillards, lors d'une attaque surprise menée en représailles d'actes que notre village n'avait pas commis. Cent vingt-cinq ans plus tard, nous n'avons

reçu aucune excuse ni compensation de la part du leader des nations qui encouragent la démocratie et les droits de l'homme dans le monde d'aujourd'hui, j'ai nommé les Etats-Unis d'Amérique.

En 1895, notre peuple, mourant de faim et à nouveau frappé par une épidémie de variole, était menacé par des fonctionnaires américains d'une intervention militaire imminente. C'est dans ces conditions que mon arrière-grand-père, Heavy Runner le jeune, survivant du massacre de 1870, signait un traité dont les termes ont été volontairement mal traduits dans la langue blackfeet. Ce traité nous retirait nos terres sacrées, notre « Jérusalem », connues sous le nom de Badger-Two Medicine.

Aujourd'hui, le champion du monde des droits de l'homme, les Etats-Unis d'Amérique, fait toujours la guerre à mon peuple en permettant à Chevron/USA et à Petrofina/Belgique de détruire Badger-Two Medicine, le dernier site sacré où notre ancienne culture peut encore survivre.

En 1988, dans une affaire comparable mettant en cause une tribu de Californie, la Cour suprême des Etats-Unis a retiré toute protection aux terres indigènes, bien qu'elle ait admis que cela aurait « un effet dévastateur sur la culture indienne ». Depuis six ans, le Congrès n'a voté aucune loi qui nous protège. Les intérêts industriels s'opposent à la loi de protection des Rocheuses du nord qui garantirait nos droits. Mais je compte sur cette lettre pour défendre ma culture et



© E. Currier

les cultures indigènes basées sur la terre à travers le monde.

L'article 27 de la Convention internationale des droits civiques et politiques déclare : « Dans les pays où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, celles-ci... ne doivent pas se voir refuser le droit de jouir de leur culture, de pratiquer leur religion... » En conséquence, moi, Chef Floyd Heavy Runner, Blackfeet, je demande que toute personne prenant connaissance de cette déclaration écrive une lettre au Président des Etats-Unis en réclamant l'application de la Convention internationale, Art.27 et le droit pour mon peuple de continuer à exister. Je vous prie de faire circuler cette requête autour de vous.

Floyd Heavy Runner, Chef de la « Brave Dog Society » des Pikuni

Traduction : Monique Hameau

Vous trouverez dans ce numéro un modèle de lettre adressée au Président Clinton (on peut lui écrire en français) et un modèle de lettre adressée à la compagnie pétrolière « Petrofina-Belgique », impliquée dans la prospection et le forage. Envoyez ces lettres dès que possible, il y a urgence !



# Graves menaces d'empoisonnement

Plusieurs nations indiennes du Wisconsin sont gravement menacées par l'exploitation d'une mine de zinc et de cuivre appartenant à la compagnie Exxon.

En 1975, Exxon découvrait les plus importants dépôts au monde de sulfures de zinc et de cuivre - avec des traces d'or et d'argent - près de la réserve chippewa de Mole Lake et des sources de la Wolf River. Après avoir affronté une forte opposition locale, Exxon se retirait en 1986, mais annonçait en février 1994 son intention de revenir avec un nouveau partenaire, « Rio Algom » filiale de la firme britannique « Rio Tinto ».

La mine se trouve sur le territoire cédé par la nation chippewa en 1842 et sur un territoire de plus de 30 km<sup>2</sup> reconnu aux Chippewa Sakaogon de Mole Lake en 1855. Or les traités garantissent aux Indiens les droits de chasse, de pêche et de récolte du riz sauvage sur les territoires cédés. Les eaux contaminées couleront directement de la mine dans les sites de récolte du riz sauvage. L'un des biologistes d'Exxon a qualifié le riz sauvage, une céréale essentielle pour les tribus de la région, de « mauvaises herbes des lacs ».

## Plus précieuses que l'argent...

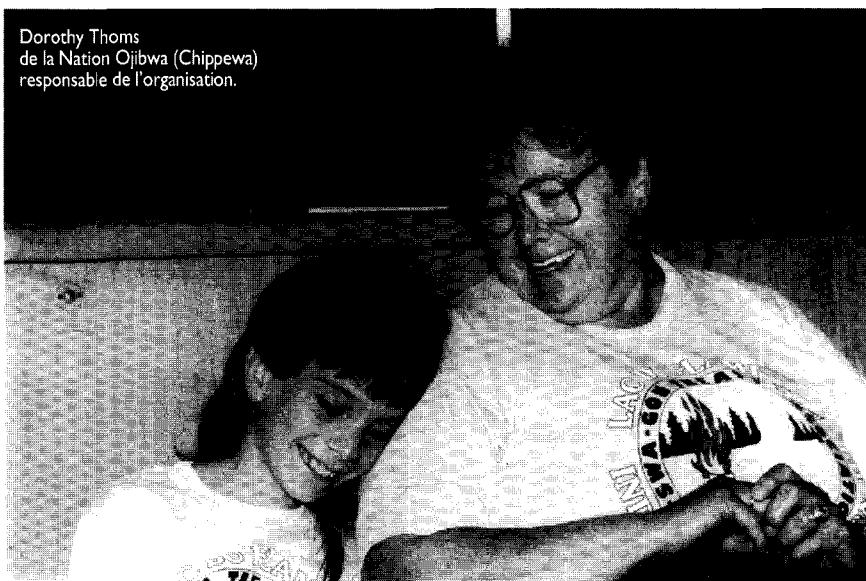
Les nations voisines, menominee, potawatomi, stockridge-munsee, seront également touchées par la pollution et les perturbations sociales apportées par les activités minières.

Les associations de « pêcheurs sportifs » qui ont pendant longtemps combattu les droits de pêche des Indiens du Wisconsin sont maintenant à leurs côtés pour protéger les lacs et les cours d'eau.

En déchirant un chèque de 20 000 dollars offert par Exxon, le conseil tribal de Mole Lake a montré que la terre chippewa était plus précieuse que l'argent. Le juge tribal a déclaré : « Si la mine était ouverte, ce serait la fin de notre tribu. »

Les effets destructeurs de la mine s'étendront bien au-delà des 866 acres prévus. Durant les 20 à 25 ans d'exploitation prévue, elle devrait rejeter 60 millions de tonnes de déchets acides - acide sulfurique et des métaux lourds toxiques : mercure, plomb, zinc, cuivre, cadmium et arsenic. Quant à une extraction possible d'uranium,

Dorothy Thoms  
de la Nation Ojibwa (Chippewa)  
responsable de l'organisation.



© Barbara Timm

Exxon refuse d'en parler.

La moitié des déchets miniers seront composés de blocs de rocs qui devront être entassés dans des puits, tandis que les déchets fins seront entreposés dans une excavation de 30 mètres de profondeur couvrant 365 acres. L'Agence Fédérale pour la Protection de l'Environnement, ainsi qu'un géologue d'Exxon admettent que les fuites provenant des dépôts de déchets, même les mieux surveillés, sont inévitables. Exxon ne sera responsable que pendant 10 à 30 ans après la fermeture de la mine, alors que ces déchets restent dangereux pendant des centaines d'années.



Les puits, dont la profondeur peut atteindre 800 m devront pomper les nappes d'eau souterraines entraînant un abaissement du niveau, des sources et des lacs.

Les eaux contaminées seront ensuite déversées à raison de 7 000 litres à la minute dans les torrents à truites qui alimentent la Wolf River qui traverse la réserve.

La mine contaminerait environ 16 000 km de cours d'eau. La pêche et le tourisme en

seraient gravement affectés. L'un des ingénieurs d'Exxon a déclaré : « on ne peut pas trouver un plus mauvais endroit pour une mine... »

Les compagnies minières promettent des emplois, mais la plupart vont à des travailleurs spécialisés venant de l'étranger.

La compagnie Exxon - qui a fait parler d'elle en 1989 avec la marée noire causée par l'« Exxon Valdez » en Alaska - s'est toujours montrée peu respectueuse de l'environnement, des droits des Indigènes et de ceux des travailleurs qu'elle emploie.

« Rio Algom » est responsable du désastre des mines d'uranium d'Elliot Lake en Ontario. Une communauté chippewa voisine a souffert de maladies chroniques et de naissances anormales. « Rio Tinto Zinc », qui possède « Rio Algom », s'est ensuite efforcé d'échapper à sa responsabilité dans la réhabilitation du site d'Elliot Lake.

Traduction Monique Hameau

## Que pouvez-vous faire ?

Pour soutenir la lutte des nations indiennes du Wyoming menacées par la mine d'Exxon, écrivez à :

Gouverneur Tommy Thompson  
Department of Natural Resources  
Secretary George Meyer (voir lettres jointes).

Pour plus de renseignements écrivez à :

« Nii Win Tribal Council »,  
c/o Mole Lake Sokaogon Chippewa  
Rt. 1 Box 625, Crandon, WI 54520  
Midwest Treaty Network -  
731 State ST., Madison WI 53703

# La politique américaine et le retour à Aztlán

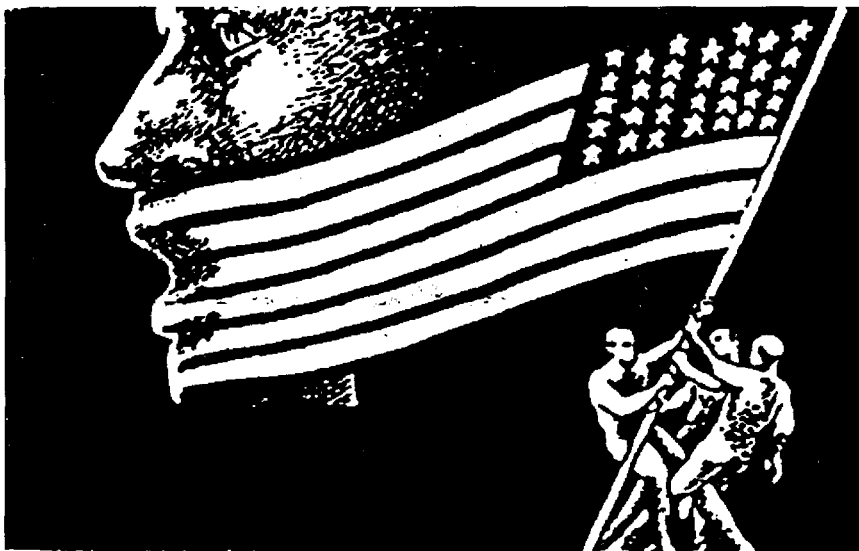
*Bobby Castillo, de l'AIM San Francisco, nous parle du retour des conservateurs à la tête du nouveau gouvernement des États-Unis. Il nous présente les nouvelles lois sur l'immigration mises en place en Californie et qui ont rapproché dans la lutte, les Indiens d'Amérique et leurs frères et sœurs Chicanos. Il nous invite à suivre le retour vers Aztlán...*

**N**itassinan - *Après les élections de novembre 1994 aux USA, marquant l'avènement d'un nouveau gouvernement conservateur, quels sont tes analyses de la situation actuelle et de ses effets en Californie où tu résides ?*

Bobby Castillo - Je crois que les États-Unis prennent la voie de l'Allemagne nazie. C'est l'avènement de ce que l'on pourrait qualifier de IV<sup>e</sup> Reich. L'extrême-droite, les fascistes des USA ont pris le pouvoir dans le système politique de ce pays.

Aujourd'hui, c'est le sénateur Jesse Helms, soutenu à 100% par le Ku Klux Klan' qui est en charge des relations avec le Sénat. C'est lui qui va décider à quels dictateurs les USA devront envoyer des armes. Il a trempé dans l'Irangate et dans l'affaire d'exportation de gaz toxiques. Il s'est souvent opposé par le passé à l'extradition de criminels mondialement connus réfugiés aux USA.

Nous avons aussi Newt Gingrich, qui est devenu le porte-parole de la Chambre des Représentants. Originaire de Géorgie, il compte également parmi les personnalités de l'extrême-droite américaine. Il est lui aussi soutenu par le KKK, principalement par David Duke, l'un des grands chevaliers du Ku Klux Klan. Newt Gingrich est devenu l'un des hommes les plus importants aux États-Unis. J'ai vu ces hommes défiler aux côtés du KKK, les manifestants criant son nom « Newt ! Newt ! Newt ! » comme s'ils criaient « Heil Hitler ! ». Je suis sérieux, c'est vraiment ce qui se passe actuellement aux USA. Je dis la vérité et cette situation nous effraie. Je n'ai jamais vu tant de peur au sein des communautés de personnes de



couleur. Nous avons toujours cru que nous allions trouver des solutions politiques pour venir à bout des problèmes que nous rencontrons au sein de la société américaine. Mais je pense qu'il nous reste aujourd'hui peu de chances de trouver de telles solutions et de gagner. Ce nouveau gouvernement est en train de pousser les États-Unis à la guerre civile car ils s'opposent à toute aide, à toutes mesures sociales en faveur des pauvres.

En Californie par exemple, la proposition 187 a été adoptée. Cette loi est véritablement raciste et discriminatoire, principalement à l'encontre des personnes venant d'Amérique du Sud et du Mexique. Cette loi stipule qu'aucun immigré illégal ne peut faire une demande de logement. S'il essaie malgré tout, il doit être dénoncé à la police, arrêté et reconduit à la frontière. Les hôpitaux se mettent dans l'illégalité s'ils portent assistance à ces immigrés. Si un professeur suspecte un élève, même né sur le territoire américain, d'appartenir à une famille d'étrangers en situation irrégulière, il est dans l'obligation, sous peine de poursuite, de le dénoncer aux services d'immigration pour le faire arrêter, puis déporter.

Cette loi rend illégale la fourniture par les services gouvernementaux, les organisations caritatives, les églises, de nourriture, d'abris, de vêtements à des immigrés sans papiers, même dans le besoin. Ces nouvelles mesures affectent des millions de personnes en Californie. À l'époque où cette loi est

entrée en vigueur, les États-Unis ont militarisé leur frontière avec le Mexique. On y voit à présent des patrouilles, des tanks, des hélicoptères... c'est devenu une vraie zone militaire.

Jesse Jackson en personne, ainsi que deux sénatrices ultra-libérales de Californie en qui nous avons beaucoup d'espoir, ont approuvé le renforcement des contrôles à la frontière...

La plupart de la nourriture consommée aux États-Unis est fournie grâce au travail de ces personnes originaires du Mexique et du Salvador qui s'épuisent dans les champs dans des conditions exécrales. À présent, on tente de les criminaliser !

Par ces lois, les USA violent les Droits de l'Homme dans leur fondement même : l'entraide et la compassion pour les personnes en difficulté. Les jours suivant le vote de cette proposition, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue, dans toute la Californie, pour protester. Tous les étudiants chicanos, de nombreux élèves des petites classes, des enfants de 10 à 12 ans, ont quitté leurs écoles pour manifester pendant que la plupart des gens plus âgés étaient occupés à trouver des leaders pour leur mouvement et des stratégies. Mais les adolescents n'ont pas attendu. Ils se sont eux-mêmes organisés et sont sortis manifester dans la rue contre les lois racistes, à San Francisco, à Berkeley, à San José, etc. À San Francisco, huit cent enfants ont organisé leur propre manifestation. En regardant

leurs visages, vous vous rendiez compte que tous ces étudiants sont véritablement des Amérindiens. Eux savent que pour les Amérindiens du Nord et du Sud, il n'y a pas de frontières. Ils ont pris conscience que les choses ont changé depuis 1992, car nous avons réussi à créer l'unité entre les Amérindiens du Nord et ceux venant du Sud.

Normalement, ces étudiants s'organisent à l'intérieur de différents centres sociaux à travers San Francisco. Nous, au sein de l'AIM, nous avons des conseillers dans tous les lycées de la région, et aussi des « conseillers des jeunes » dans plusieurs collèges. Des jeunes sont venus me trouver dans mon bureau et m'ont dit : « nous allons organiser une marche. Bobby, pouvons-nous utiliser les structures de l'AIM pour cela ? ». Je leur ai bien sûr donné mon accord et mis le bureau de l'AIM à leur disposition. Je suis sorti et lorsque je suis revenu quelques heures plus tard, mon bureau, qui contient normalement 8 personnes, était rempli d'environ deux cent jeunes en train d'organiser leur manifestation. Je les ai écoutés. Ils m'ont dit qu'ils étaient désespérés par ce qui leur arrivait. Ils ont peur pour l'avenir. La plus grande partie de l'argent qui a financé la mise en application de la proposition 187 pour l'arrestation des immigrants illégaux, et de la proposition 181 pour la construction de nouvelles prisons, a été ponctionnée sur le budget de l'éducation. Plusieurs écoles publiques ont fermé ces deux dernières années et les cours du soir, destinées aux gens qui travaillent la journée, ont disparu en Californie. Los Angeles était l'une des villes américaines qui offrait le plus grand nombre de programmes éducatifs. Tout cela est fini maintenant et pour cette raison, les jeunes ont des craintes pour leur avenir.

J'ai été très fier de voir tous ces enfants, le 9 novembre dernier, marcher dans la rue en criant : « À qui est cette terre ? C'est la nôtre ». Je me considère d'une certaine façon comme un militant, mais ces enfants sont encore plus militant que moi. Ils me disent : « Bobby, ici c'est comme le Chiapas, il n'y a aucune différence. Les élections ont échoué au Mexique comme ici. Nous devons nous unir et rejeter ce concept de frontière ». Ces adolescents se sont rendu compte qu'ils sont 57% de la population de la Californie, qu'ils constituent une majorité. Nous voulons aujourd'hui remettre en question le système qui nous opprime. Nous désirons construire notre propre nation et nous en avons le droit. Ces adolescents et ces enfants ont demandé à Richard Smith, un Indien Pomo de pure souche, membre du Conseil de l'AIM, de venir avec

d'autres membres de sa tribu pour qu'ils soient à la tête de leur manifestation. C'est l'une des premières fois où nous avons réussi à créer l'unité et cela nous redonne espoir. Un nouveau *movimiento*<sup>2</sup> est en train de naître? Nous demandons le retour à Aztlán<sup>3</sup> et la fin de l'Apartheid qui règne depuis toujours aux États-Unis.



N - L'unité entre les Chicanos et l'AIM s'exprime-t-elle aussi dans le soutien que vous apportez aux peuples du Chiapas ?

B. C. - De nombreux Chicanos et des membres de l'AIM se rendent dans le Chiapas pour lutter avec nos frères et sœurs indien-ne-s du Mexique. Le gouvernement mexicain et son armée pensent que pour stopper cette insurrection il leur suffit d'écraser les zapatistes, comme ils l'ont fait par le passé avec Zapata et Pancho Villa. Ils ne se rendent pas compte que même s'ils le font, beaucoup d'autres soulèvements se produiront au Mexique, dans des États comme le Guerrero, le Morelos et à Mexico-Ciudad ou à Guadalajara, ainsi qu'aux États-Unis, à San Francisco ou à Los Angeles. Ils ne pourront pas arrêter ce qui est en route, même si les USA, la France et la Russie continuent comme actuellement de fournir des tonnes d'armement au gouvernement mexicain. Ils ne peuvent pas briser l'esprit de Xilipotcli<sup>4</sup>, l'esprit de résistance. Marcos et les zapatistes sont notre espoir à tous. Aujourd'hui, nous nous sentons unis. Unis en un seul peuple : le peuple amérindien.

Interview et traduction : Sylvain Duez Alesandrini

1. Groupe d'extrême-droite, coupable d'innombrables crimes racistes, créé après la guerre de sécession.
2. Bobby utilise le terme espagnol *movimiento* qui signifie « mouvement ».
3. Aztlán est un lieu mythique désignant les territoires du Nord, selon la tradition aztèque.
4. Divinité aztèque.

## Indiens des villes

Environ 60% des Indiens des États-Unis vivent dans les villes, pour la plupart leur installation – ou celle de leurs parents – dans les centres urbains s'est faite sous la contrainte. Dans les années 1950, la politique d'élimination des réserves a obligé des dizaines de milliers d'Indiens à s'installer en ville. La plupart ont connu le chômage, les taudis, l'alcoolisme, la prison. Pris dans un environnement urbain hostile, coupés de leurs familles et de leurs racines, leurs problèmes sociaux sont souvent pires que ceux des Indiens des réserves. Pourtant, ils reçoivent moins d'aide et les conseils tribaux les ignorent le plus souvent. Des organisations de quartier et des clubs les aident à survivre et à maintenir leur identité indienne.

## Discrimination des Indiens à Rapid City

Le 24 octobre 1994, la police entraînait sans mandat de perquisition au domicile d'un Lakota parce que « cela sentait comme la marijuana près de chez lui », selon la dénonciation d'un voisin. L'an passé, Sidney Keith, un leader spirituel de 75 ans, a été arrêté deux fois, et on lui a passé les menottes, sous prétexte que ce que l'on fumait chez lui « sentait la drogue », alors qu'il pratiquait une cérémonie traditionnelle en brûlant de la sauge.

## Restitution d'objets volés à Wounded Knee

En octobre 1994, le Comité Culturel des Oglala-Lakota a reçu par la poste un paquet contenant deux sacs brodés et tachés de sang, pris sur le lieu du massacre de Wounded Knee. Une loi de 1989 fait obligation aux musées de restituer aux tribus les restes humains et les objets à caractère culturel.

## Justice ?

Il y a un an, Austin Blackcrow, un prisonnier lakota-arapaho, était assassiné dans sa cellule par des co-détenus. L'un d'eux, qui a reconnu lui avoir fracassé le crâne, a été déclaré coupable de « meurtre au second degré ». Il a prétendu que la victime l'avait menacé avec un couteau. Quant à son complice, il n'a été inculpé que pour avoir effacé les traces de sang. Il n'est plus question des horribles mutilations subies par la victime, ni des menaces qu'elle avait reçues (cf. n°39, p. 25). La famille d'Austin Blackcrow, qui craignait un étouffement de l'affaire, se déclare satisfaite de l'inculpation des meurtriers.

# Après la mort d'une guerrière

**La mystérieuse réouverture du dossier Anna Mae Aquash**

En Février 1976, le corps d'Anna Mae Aquash, Indienne mic mac du Canada et militante de l'American Indian Movement (AIM) est retrouvé sur la réserve de Pine Ridge aux Etats-Unis. Certains officiels américains, en collusion avec des membres du FBI, ont dans un premier temps essayé de couvrir l'assassinat en recourant à des méthodes dignes des techniques de « disparition » pratiquées en Amérique Latine. On savait en effet, qu' Anna Mae, militante active proche des leaders de l'AIM Dennis Banks et Leonard Peltier, était depuis quelque temps étroitement surveillée par le FBI. Aujourd'hui, le mystère plane toujours sur les circonstances de sa mort. Warren Allmand, membre du parlement canadien et ancien ministre fédéral des Affaires Indiennes, a de nombreuses fois déclaré qu'au nom de la justice « L. Peltier devait obtenir un nouveau procès équitable et que les meurtriers d'Anna Mae Aquash devaient être identifiés et inculpés » et la récente réouverture de l'enquête par les autorités judiciaires américaines semble répondre à d'autres impératifs que la recherche de la vérité. Tant d'années après, les destins tragiques des anciens compagnons de lutte d'Anna Mae Aquash et de Leonard Peltier, sont à nouveau liés... Nous publions ci-dessous le communiqué de presse de l'AIM Confederation transmis à Nitassinan-CSIA par le Leonard Peltier Support Group (Ohio) et le Leonard Peltier Defense Committee (Canada).

Il y a quelques mois, le gouvernement des Etats-Unis a engagé une soudaine réouverture de l'enquête concernant le meurtre, d'Anna Mae Aquash. Un grand jury fédéral a été établi à Pierre, Sud-Dakota, afin de réexaminer cette affaire. Plusieurs douzaines de membres de l'AIM, actuels ou anciens, ont été convoqués et interrogés par des agents du FBI et le marshall lakota Bob Ecoffey, ancien membre des milices « GOON's »<sup>1</sup>.

## L'affaire Anna Mae

Anna Mae a été assassinée fin 1975 ou au début de 1976. Son corps a été découvert à environ 15 km du village de Wamblee, sur la réserve lakota de Pine Ridge, le 25 février 1976. Le médecin légiste nommé au niveau fédéral, M. W.O. Brown a d'abord déclaré

qu'elle était morte de froid. Sa famille et ses proches ont ensuite demandé une autopsie indépendante qui a conclu à la mort par balle, la base de son crâne portant trace d'une telle blessure.

Etant donné le climat de violence politique qui régnait sur Pine Ridge à cette époque et le caractère conflictuel des relations entre l'AIM et le FBI, il existe de substantielles raisons de croire que le FBI a été, directement ou indirectement, impliqué dans le meurtre de notre soeur Anna Mae Aquash. Il faut se remémorer que durant la même période, plus de 60 membres et supporters de l'AIM ont été assassinés dans ce que la commission sur les droit civiques des Etats-Unis a reconnu comme étant une « époque de terreur politique ». Or l'implication du FBI dans cette longue série d'atrocités a été amplement démontrée.

## Les dessous de cette nouvelle enquête

La confédération de l'AIM souhaite plus que quiconque l'établissement de la vérité dans le meurtre de notre soeur Anna Mae. Mais l'enquête qui vient d'être ouverte semble particulièrement curieuse et suspecte. Plusieurs éléments indiquent que la motivation du FBI serait plutôt la poursuite d'une vendetta personnelle contre l'AIM que la recherche de la justice.

Pourquoi, par exemple, le FBI s'intéresse t'il soudainement à « la résolution » de l'affaire Aquash, alors qu'il ne porte aucun intérêt aux autres membres de l'AIM assassinés dans la même période ? Et comment se fait-il que le cas Anna Mae les mobilise à ce point aujourd'hui alors qu'ils n'avaient même pas pris la peine, à l'époque, d'interroger le médecin légiste Brown ou certains de leurs agents, tel David Price, dont tout le monde sait qu'il avait menacé de mort Anna Mae peu de temps avant qu'on ne retrouve son corps.

Nous pensons que, par ces stratagèmes, le FBI démontre qu'il n'a pas oublié une autre date, celle du 26 Juin 1975, où deux de ses agents, ainsi que Joe Stuntz, un membre de l'AIM, ont trouvé la mort dans une fusillade près d'Oglala. Le résultat de cet événement a conduit notre frère Leonard Peltier, l'un des leader de notre mouvement, à être injustement condamné à deux peines consécutives de prison à vie. La confédération de l'AIM croit que le désir de vengean-



ce du FBI restera insatisfait tant que l'AIM ne sera pas totalement détruit et dissous.

En conséquence de quoi, nous sommes persuadés que la présente enquête, au lieu de rechercher les véritables meurtriers de notre soeur Anna Mae, a été relancée pour essayer de semer méfiance et suspicion sur notre direction, et pour créer la confusion dans notre mouvement et parmi nos alliés et supporters. Il apparaît, en somme, que le FBI a recours à sa vieille tactique du COINTEL-PRO<sup>2</sup>, utilisée dans les années 1970. Nous pensons que cette manœuvre fait partie d'un plan concerté afin de saper le travail de l'AIM et d'essayer de maintenir Leonard Peltier derrière les barreaux pour le restant de ses jours, en suggérant que son mouvement n'est pas une organisation en faveur des nations amériindiennes, mais rien qu'« une bande de gros bras et de délinquants ».

Nous en avons assez de cette nouvelle campagne de désinformation. Nous désirons trouver les assassins d'Anna Mae Aquash, mais nous n'avons aucune confiance dans cette enquête car nous pensons que ce sont probablement les commanditaires, ou même les complices des véritables assassins qui en sont chargés.

1. Groupe paramilitaire, créé et manipulé par le conseil tribal de Pine Ridge, qui a utilisé la violence contre les militants de l'AIM dans les années 1970.

2. Counter Intelligence Program, visant à éliminer les organisations d'opposition comme le Black Panther Party et l'AIM.

Traduction : Sylvain Duez-Alesandrini

**Pour en savoir plus sur l'affaire Anna Mae Aquash, consultez le n° 16/17 de Nitassinan ou le livre de Johanna Brand, The life and Death of Anna Mae Aquash Ed. Lorimer, Toronto, 1978-1993**



# Gardiennes de l'avenir

Dans l'immense diversité culturelle des trois Amériques, on trouve parfois des traits communs à presque toutes les cultures. Ainsi, dans les traditions indiennes, la femme est souvent célébrée comme centre du cercle de vie. Non seulement elle donne la vie, mais elle est chargée de l'éducation des jeunes enfants, de l'organisation de la vie quotidienne, de la protection de la terre et des générations à venir. Son lien puissant avec la Terre Mère montre à quel point la femme joue un rôle déterminant, et reconnu comme tel, dans la pérennité des cultures indiennes.

Dans les sociétés traditionnelles, la femme était la force centrale qui consolidait les familles, les clans, les tribus, les nations...

L'arrivée des Européens sur le continent américain a été le point de départ d'une destruction sans précédent. Génocides, déportations... puis entreprise de « civilisation » et exploitation industrielle des ressources naturelles, ont contribué à déstructurer les sociétés traditionnelles et entraîné le déclin du rôle culturel et spirituel de la femme.

Depuis de nombreuses générations, les femmes indiennes doivent faire face à l'agression des valeurs occidentales. Elles en sont doublement victimes, subissant à la fois le mépris que la société occidentale porte aux femmes et, souvent, la violence de leurs

conjointes, particulièrement touchés par le chômage, l'alcoolisme et la délinquance.

Aujourd'hui, elles en ont assez de cette situation, et elles reprennent de plus en plus leur rôle traditionnel. Elles protègent la terre, comme Ola Cassadore (apache), qui lutte depuis plus de dix ans contre la désacralisation du Mont Graham (cf. Nitassinan n° 35). Elles reprennent en main l'éducation de leurs enfants, perpétuent leur culture et soignent les blessures de la colonisation. Comme Janet Mc Loud<sup>1</sup> (Tulalip) ou Doreen Spence<sup>2</sup> (Cree), de nombreuses femmes indiennes ont créé des écoles de survie, et des centres d'accueil et de soins pour les victimes de la violence et de l'alcoolisme.

Elles participent activement aux combats. Les femmes maya, par exemple, agissent au niveau diplomatique, comme Rigoberta Menchù Tum<sup>3</sup> et sur le terrain. Dans l'EZLN<sup>4</sup>, au Chiapas, les femmes sont des soldats au même titre que les hommes, et occupent souvent des postes de commandement. On se souvient du rôle inestimable des femmes mohawk dans la révolte de Kanesatake, en 1990. Elles ont non seulement fait face à l'armée, mais ont également pris une part active dans les négociations avec le gouvernement canadien. L'AIM compte de plus en plus de jeunes militantes

qui, à l'instar d'Anna Mae Aquash, veulent lutter pour la survie de leur peuple et de leur culture.

Mais l'engagement et la volonté de ces femmes ne doivent jamais faire oublier que leur situation, dans la société et dans les communautés indiennes, est souvent très difficile. Ainsi qu'en témoigne Mary Brave Bird<sup>5</sup>, elles doivent se battre au quotidien contre le machisme, les préjugés, les inégalités, la violence...

Même si elles savent aujourd'hui se faire entendre, les femmes indiennes ont encore un long chemin à parcourir avant de pouvoir réintégrer pleinement leur place dans ce monde...

A travers ce numéro, Nitassinan tient à rendre hommage à leur force, à leur courage et à leur sagesse.

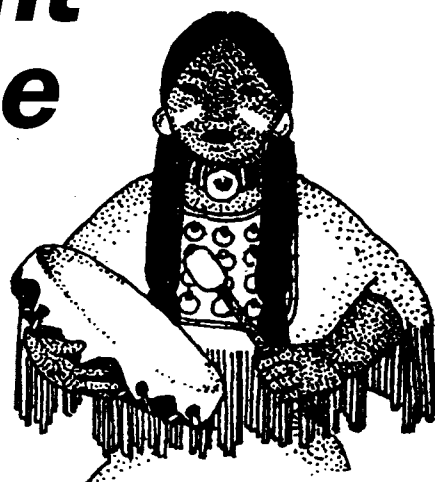
Caroline Grenot.

- 1.- Fondatrice du WARN (*Women of All Red Nations*) et de l'école de survie *Sapa Dawn Center*.
- 2.- Fondatrice de l'école de survie *Plains Indians Survival School* et directrice du *Canadian Indigenous Women's Resource Institute*.
- 3.- Prix Nobel de la Paix 1992 (cf. Nitassinan n° 34).
- 4.- *Ejército Zapatista de Liberación Nacional* (Armée Zapatiste de Libération Nationale).
- 5.- Auteur du livre *Lakota Woman*, éditions Albin Michel, Collection Terres Indiennes - 1995.



# Les femmes doivent retrouver leur place

Dans la société cherokee, la vision patriarcale occidentale a depuis longtemps supplanté le fonctionnement traditionnel en clans matrilineaires. Mais aujourd'hui, les femmes cherokee entendent bien retrouver leur place! Nous vous proposons le témoignage de deux d'entre elles : Wilma Mankiller, chef de la nation cherokee d'Oklahoma et Kathy White Eagle, fondatrice du programme éducatif Eagle Vision.



## L'engagement politique

En 1987, quand je me suis présentée pour la première fois à la position de chef principal de la nation cherokee, j'ai rencontré beaucoup d'opposition parce que j'étais une femme. J'ai malgré tout remporté les élections avec 56% des voix. Et, quand j'ai été réélue en 1991 (avec 83% des voix), le fait que je sois une femme n'était plus du tout un problème.

sion, représente un retour aux traditions matrilineaires qui prévalaient avant l'arrivée des Européens. Je m'appuie avec confiance sur cette tradition pour servir mon peuple. Avant le premier contact avec les Européens, le peuple cherokee vivait dans des villages autonomes, disséminés sur son territoire du sud-est. Il a été prouvé que chaque village avait un chef de guerre et un chef de paix, que l'on nommait parfois le "chef rouge" et le "chef blanc". Ils étaient chargés, respectivement, des affaires externes et internes du gouvernement, et ils avaient chacun une assemblée de conseillers.

### Le rôle traditionnel des femmes

Bien que certains détails concernant le fonctionnement de notre gouvernement se soient perdus avec le temps, il est clair que les femmes y jouaient un rôle important et influant. Elles avaient leur part de responsabilités et de droits au sein de l'organisation tribale. Les familles cherokee fonctionnaient traditionnellement en clans matrilineaires.

En règle générale, les femmes détenaient la propriété, notamment celle de l'habitation et du jardin. Elles s'occupaient de la vie familiale et des récoltes, pendant que les hommes partaient à la chasse ou à la guerre, loin de chez eux. Les premiers observateurs européens ont fait, à ce propos, des remarques désobligeantes telles que : « les Cherokee ont un gouvernement en jupons! »

Parce que nous étions entourés de tribus ennemies, nous savions qu'il était absolument nécessaire de nous défendre. C'est pourquoi les femmes accompagnaient parfois les hommes sur les champs de batailles, devenant elles-mêmes des guerriers.

Nous étions également profondément religieux. Nous croyions que le monde existait

dans un équilibre précaire et que seules des actions justes et droites l'empêchaient de s'écrouler. Parfois, quand ceux de notre peuple étaient négligeants ou lorsqu'ils devenaient moins vigilants, l'équilibre se perdait. C'est exactement ce qui est arrivé quand les Cherokee se sont acculturés, en adoptant les valeurs des Européens qui avaient envahi leur pays.

### Rétablir l'équilibre

Les Européens ont amené avec eux la vision de l'homme maître absolu du foyer et de la femme soumise. C'est ainsi qu'a commencé le déclin du rôle de la femme dans la société cherokee. Une des principales valeurs que les Européens ont amenées aux Cherokee est le manque d'équilibre et d'harmonie entre les hommes et les femmes. C'est ce que nous appelons aujourd'hui le sexisme. Ce n'était pas un concept cherokee ! Le sexisme a été emprunté aux Européens.

Les femmes accèdent aujourd'hui à des postes de responsabilité, dans de nombreux domaines professionnels, ce qui prouve que nous avons parcouru un long chemin depuis l'infiltration du sexisme dans notre pays. Mais nous ne sommes pas encore allés assez loin. Il semble, en effet, que les femmes, qui sont élues à des positions importantes, y aient souvent travaillé deux fois plus longtemps que leurs adversaires masculins. Evaluant l'élection des femmes au sénat et au congrès américain, une personne a dit un jour : « Nous serons parvenus à une réelle égalité quand nous pourrions élire des femmes médiocres à des positions de pouvoir ».

Wilma Mankiller

Traduction : Caroline Grenot.

Source : *Smithonian Runner*.



Les Cherokee, et beaucoup d'autres peuples, ont su dépasser ce genre de préjugé. Aujourd'hui, les femmes assument des positions dirigeantes avec succès, et ce dans de nombreux domaines. Pour les femmes cherokee, avoir un rôle dirigeant dans un gouvernement, ou dans toute autre profes-



# Le devoir d'éducation

Dans notre culture, les femmes sont considérées comme les gardiennes du futur. Elles sont sacrées parce qu'elles donnent la vie, parce qu'elles comprennent la connexion fondamentale avec la Terre.

L'oppression des femmes a commencé avec l'arrivée de la vision patriarcale occidentale qui a dégradé nos communautés. Nous assistons aujourd'hui à la désintégration de nos familles, à l'accroissement de la violence, à une apathie de l'éducation et à l'augmentation du nombre de sans-logis.

La discrimination raciale et sexuelle continue d'être le principal problème des femmes indiennes. Il est difficile de marcher dans deux mondes à la fois. Le fait de maintenir un style de vie en accord avec la société, pour gagner notre vie et nourrir nos enfants, et celui de marcher simultanément sur la terre de nos ancêtres rendent la vie très difficile à beaucoup d'entre nous.



## Protéger l'avenir de nos enfants

La société a perdu son lien avec la Terre, et avec les ancêtres qui la peuplaient autrefois, au bénéfice d'une exploitation uniquement axée sur le profit capitaliste. Sans comprendre le passé, nous ne pouvons pas véritablement tracer un chemin pour l'avenir. En tant que femmes, nous devons reprendre la responsabilité de protéger la Terre et le futur de nos enfants.

Commencez par acquérir des connaissances sur les problèmes qui vous touchent, vous et ceux qui vous entourent. Impliquez-vous



Kathy White Eagle

dans des groupes de soutien aux peuples indigènes, dans des associations pour la protection de l'environnement, dans des organisations qui traitent des problèmes spécifiques aux femmes.

Nous avons fait des progrès, dans la lutte contre l'abus d'alcool et de drogue, qui surpassent tous les efforts des autres groupes culturels. Avec l'éducation, nous pouvons faire la différence. En racontant notre histoire, nous pouvons peut-être faire comprendre aux autres les abus que notre race doit subir quotidiennement. A travers le monde, des individus continuent d'exploiter la culture amérindienne. Ils vendent nos cérémonies. Ils nous manquent de respect en utilisant nos costumes traditionnels, nos objets sacrés, nos symboles. Les éducateurs continuent d'enseigner, même à nos enfants, que les Indiens sont des figures du passé.

## Partager nos héritages culturels

En tant que femmes, nous pouvons prendre position. Après que mon fils ait été attaqué par d'autres étudiants, simplement parce qu'il était indien, j'ai décidé qu'il était temps d'agir. J'ai parlé à plusieurs professeurs et parents d'élèves... Ils avaient le sentiment qu'une éducation plus poussée sur les problèmes indiens n'était pas nécessaire, la majorité des étudiants étant de race blanche. Moi, je pense que nous devons tous partager nos héritages culturels pour pouvoir partager nos histoires et nous enrichir mutuellement. Nous devons célébrer ensemble nos cultures, plutôt que de les isoler.

Avec le programme éducatif *Eagle Vision*, et grâce à l'inspiration que suscitent des gens

comme Leonard Peltier, Avroil Looking Horse, Black Elk, Nancy Ward et beaucoup de nos ancêtres, nous avons commencé à changer les choses. Notre programme éducatif traite des problèmes indiens actuels et de l'histoire exacte. En huit mois<sup>1</sup>, nous l'avons présenté à plus de 60000 étudiants. Nous avons assisté plus de 500 éducateurs et nous avons partagé notre histoire avec 325 parents. Il en résulte que nous avons été capables d'apporter des connaissances qui permettront de réduire la discrimination des Indiens aux Etats-Unis.

## Le futur : un projet collectif

Par l'éducation, nous pouvons rendre le changement effectif. Nous pouvons redevenir les gardiennes du futur et les protectrices de nos enfants et de la Terre. Le futur est un projet collectif. Si nous mettons nos efforts en commun, nous pouvons devenir une force politique majeure qui agira sur l'avenir de nos enfants.

Nous avons donné aux hommes les cinq derniers siècles. Unissons-nous pour les 500 ans à venir et montrons-leur ce que vivre en accord avec la Grande Loi de la Paix<sup>2</sup> signifie.

*Kathy White Eagle*

*Conférence Européenne sur les Questions Indiennes/Tronheim - Juillet 1993.*

*Traduction : Caroline Grenot.*

1. - Ce discours date de juillet 1993. Le programme de Kathy White Eagle a aujourd'hui trois ans.

2. - Les Cherokee sont des proches parents des Iroquois dont ils ont adopté la Constitution : La Grande Loi de la Paix.

# Matriarcat le modèle iroquois

Plusieurs tribus indiennes du Canada et de l'est des Etats-Unis vivaient, avant la conquête européenne, sous un régime matriarcal. Le matriarcat est une organisation sociale où la mère, ou bien la grand-mère, est le chef de famille, la descendance étant définie par la lignée maternelle.

C'est dans la société iroquoise que le matriarcat s'est le plus largement développé. La Constitution des Six Nations Iroquoises connue sous le nom de Grande Loi de la Paix, organisait la société en clans ou groupes de parenté. Le pouvoir était exercé à égalité dans chaque clan par un conseil d'hommes et un conseil de femmes. Les femmes nommaient les chefs et les chefs de guerre qui devaient rendre des comptes devant le conseil des femmes. Celui-ci avait le pouvoir de les démettre de leurs fonctions ; il pouvait aussi décider de la guerre ou y mettre fin. L'autorité des « mères de clan » allait bien au-delà de la famille au sens où nous l'entendons, et s'exerçait sur toute la société iroquoise et la politique de la Ligue Haudenaosaunee.

Les femmes iroquoises détenaient une grande partie du pouvoir économique. Elle avaient la responsabilité de l'agriculture et de ce fait, les récoltes leur appartenaient. Les maisons, bien que construites par les hommes, leur appartenaient également - on retrouve ce trait chez les tribus des plaines où le tipi et tout ce qu'il contient appartient à la femme. Une fois marié, l'homme iroquois entraînait dans la maison de sa femme, qu'il approvisionnait en gibier et en poisson.

Les Iroquoises jouaient un rôle social essentiel. Elles organisaient les fêtes communautaires, elles étaient médecin, herboriste, sage-femme. Elles décidaient des mariages. Le matriarcat existait chez toutes les tribus du nord-est des Etats-Unis.

La complémentarité et l'équilibre entre les rôles féminins et masculins étaient essentiels à la survie de la tribu. On peut estimer que là où le rôle des femmes était prépondérant, la société avait le souci de protéger les ressources pour les futures générations.

## Le mépris des conquérants

Les conquérants européens ont toujours traité avec les hommes, ignorant le rôle politique, économique et social des femmes.

Au Canada, l'« *Indian Act* » n'accordait aucun rôle ni aucun droit aux femmes indigènes. Elles ne pouvaient voter. La terre était attribuée à l'époux, et en cas de divorce, la femme ne pouvait se voir reconnaître la possession de la terre. La famille élargie étant détruite par l'individualisme, l'influence de la lignée maternelle s'est affaiblie. La chasse, assumée par les hommes, ayant été abandonnée, l'agriculture est devenue la source presque unique de nourriture. Le mari a pris le rôle de la femme dans ce domaine. La femme a vu son rôle économique fortement diminué et s'est retrouvée dépendante du travail et du salaire de son mari.

Les femmes indigènes qui épousaient des non-



Indiens perdaient tous leurs droits indigènes. L'« *Association des Femmes Indigènes du Canada* » demande que les structures traditionnelles des sociétés indigènes soient restaurées et protégées. Elles doivent d'abord être restaurées au sein des associations et des communautés indigènes. Elles doivent être garanties par une convention internationale et par la constitution canadienne dans le cadre de l'autodétermination des peuples indigènes.

Source : Native Women Association of Canada  
Traduction : Monique Hameau

1. La loi C. 31 qui stipulait qu'une femme Amérindienne se mariant avec un homme non autochtone perdait son titre a été abrogée en 1991.

## La grève des femmes mohawk

Il y a très longtemps, avant que le Messager de Paix ne vienne à la rencontre des Mohawk, les hommes seuls prenaient les décisions. Ils portaient constamment en guerre pour des questions de vanité... Un jour, les femmes en ont eu assez de perdre leurs fils et leurs maris pour des raisons aussi futiles. Elles ont donc tenu conseil et ont décidé de demander aux hommes la permission de donner leur opinion sur les questions de guerre.

Les hommes ont rétorqué qu'elles étaient juste bonnes à faire la cuisine et à s'occuper des enfants! « Bien! » se sont-elles dit « nous allons cesser de cuisiner pour eux, d'élever les enfants et de les servir! » Elles ont fait part de cette décision aux hommes en précisant : « Si vous ne nous donnez pas voix au chapitre, ce n'est plus la peine de nous demander quoi que ce soit! » Mais ils se sont de nouveau moqués d'elles. Alors les femmes se sont mises en grève. Bien sûr, les hommes ont cru que c'était une blague, mais le temps passant, la situation commençait à devenir franchement inconfortable pour eux...

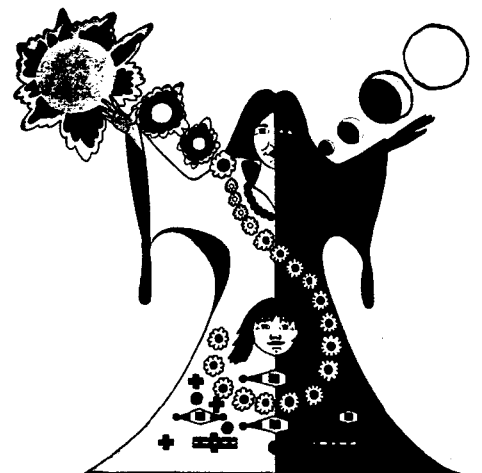
Ils ont donc invité les femmes au conseil, reconnaissant qu'ils avaient peut-être répondu de façon trop hâtive et leur déclarant : « Vous avez gagné... nous tiendrons

désormais conseil avec vous lorsqu'il s'agira de partir en guerre. »

C'est ainsi que les femmes mohawk ont acquis leur pouvoir. En tout cas, c'est l'histoire que l'on raconte... A partir de ce moment, elles ont pu participer aux prises de décision concernant les questions de guerre. Puis, au fil du temps, leur autorité s'est élargie à tous les problèmes abordés en conseil.

D'après un entretien avec Kenneth Deer.

Traduction : Caroline Grenot.



# Jo Ann Tall une militante lakota

Jo Ann Tall, Oglala Lakota a reçu une éducation chrétienne. Mais, adolescente, elle est initiée à la spiritualité lakota. Elle consacre maintenant sa vie à la défense du peuples indiens.

C'est le sens de la spiritualité hérité de ses ancêtres oglala qui a inspiré la vie de Jo Ann Tall.

Cette militante indienne de 41 ans a toujours été guidée par ses rêves et des messages qui lui venaient de ses ancêtres spirituels. « J'avais ces rêves depuis que j'étais petite », dit Jo Ann. « D'abord, je ne les ai pas compris. Ce n'est qu'à ma première cérémonie *Yuwipi* que j'ai compris ce qui m'arrivait. À l'époque, j'allais au collège ».

« J'avais été élevée par ma grand mère dans la foi épiscopaliennne. Elle me disait toujours de rejeter ces rêve. Mais à la cérémonie *Yuwipi*, pour la première fois, j'ai prié avec mon cœur. J'ai prié pour retrouver la voie traditionnelle de mon peuple, les Oglala... et combattre fait partie de cette tradition ».



« Mon peuple a toujours été connu pour avoir lutté quand il le fallait. C'est pourquoi je me suis engagée dans ces importants combats de l'écologie et de la santé. Il est facile de détourner son regard et d'ignorer ce qui arrive au peuple indien. Mais je n'ai pas pu. C'est parfois une route très dure à suivre ».

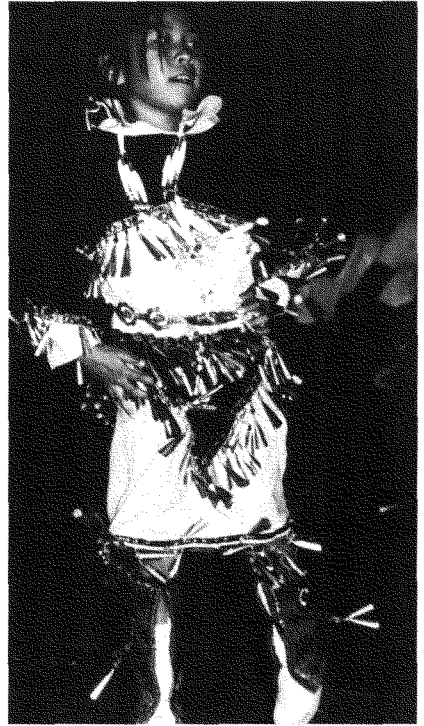
Le combat mené par Jo Ann aux avant-postes de nombreuses luttes indiennes lui a valu un siège au bureau directeur de « Seven Generations », une organisation qui soutient les projets des communautés indigènes

de défense des traités, de la souveraineté et de l'environnement. Les autres membres du bureau de « Seven Generations » sont John Mohawk (Mohawk), Rosalie Little Thunder (Lakota) et Dalee Sambo (Indigène d'Alaska).

Jo Ann a beaucoup contribué à l'élaboration de la « déclaration de guerre contre les exploiters de la spiritualité lakota », adoptée à l'unanimité par L'AIM, le Congrès national des Indiens Américains et la conférence Lakota/Dakota/Nakota tenue à Rapid City en décembre 1993.

Elle a aussi contribué à révéler qu'un vaccin contre l'hépatite A devait être testé sur les enfants de la réserve de Pine Ridge, vaccin qui n'avait reçu aucune homologation officielle : « Ils allaient autoriser cette compagnie pharmaceutique à utiliser nos enfants comme cobayes. Ils n'avaient pas averti les gens. La première fois que nous en avons entendu parler, c'est quand les enfants sont rentrés à la maison avec des autorisations à faire signer aux parents ». Ceux-ci ont organisé une campagne contre les tests de vaccination sur la réserve.

C'est sur sa force spirituelle que Jo Ann compte pour l'aider dans son combat contre les politiciens et les hommes d'affaires qui cherchent à tromper et à exploiter les Indiens. « Jo Ann est une personne très dynamique, reconnue par tous pour le travail qu'elle fait pour le peuple. Nous sommes fiers d'elle », déclare Wilmer S.



© Barbara Timm

Mesteth, un ami, défenseur des droits des Indiens et qui dirige le « Center of the Spirit » à Pine Ridge.

En avril 1994, Jo Ann Tall a participé à une conférence nationale sur les problèmes d'environnement à Olympia, État de Washington : « C'était une très grande réunion, et j'ai parlé de la conscience écologique et du racisme environnemental. Comme éducatrice et conférencière, je veux faire prendre conscience aux gens des problèmes qui affectent le peuple indien ».

Dans son ranch de Porcupine, cette femme traditionnelle continue à rêver pour son peuple d'un avenir meilleur. « Depuis des années, j'ai participé à de nombreux combats où j'ai lutté pour mon peuple. Nous devons nous prendre en mains si nous voulons avancer. J'ai toujours cru que le rôle de chacun était prédestiné ».

Source : *Indian Country Today*.

Traduction : Monique Hameau.

1 *Yuwipi* : rite de guérison lakota qui se déroule la nuit dans une pièce complètement noire. Le medicine-man est étroitement attaché dans une couverture (*Yuwipi* : ils l'attachent). Il invoque les Esprits avec l'aide des chanteurs et du tambour. Les Esprits viennent soigner le malade et détachent le medicine-man.



# La violence domestique ou l'héritage de la civilisation

La violence domestique et les abus sexuels sont devenus un véritable fléau dans les communautés indiennes. De nombreuses études ont montré que l'apparition de ces violences coïncidait avec la désintégration des familles étendues et des structures tribales... Cette destruction des valeurs traditionnelles constitue l'un des « apports » de la culture occidentale aux sociétés indiennes.

Dans le Dakota du Sud, qui compte neuf réserves, les Indiens ne représentent que 7% de la population totale de l'Etat. Pourtant, 51% des cas de violence domestique déclarés se sont produits dans des familles indiennes. Le *Native American Women's Health Education Resource Center*, qui se situe dans la réserve yankton sioux de Lake Andes, a récemment tenté de trouver les causes de cette tragédie. Plusieurs familles ont accepté de participer à une étude afin de retrouver les cas de violences sexuelles dans leur passé et d'en découvrir l'origine. Dans chacune de ces familles, on a pu retrouver la première génération victime de violences sexuelles. Il s'agissait, à chaque fois, d'un jeune écolier qui se trouvait en internat, loin de chez lui. Les auteurs de ces violences étaient presque exclusivement des prêtres... dans un cas, il s'agissait même d'une religieuse.

## Des familles démantelées

En effet, à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, jusqu'à une époque récente, les enfants indiens étaient retirés à leur famille et placés, en internat, dans des institutions blanches. Selon Vince Two Eagles, membre de la nation yankton sioux, qui travaille précisément sur ce problème : « L'église est responsable de ces agressions. Elle doit reconnaître ses actes et faire un pas en avant afin de commencer le processus de guérison... si nous ne prenons pas le temps de guérir, alors nous continuerons de transmettre l'abus sexuel aux générations futures. »

Le fait de placer les enfants en internat les a donc exposés aux agressions sexuelles, enclenchant ainsi le processus de répétition sur les générations à venir. Mais il les a également empêchés de recevoir leur héritage culturel. Ainsi, les familles étaient démantelées. Les femmes indiennes perdaient à la fois leurs enfants, leur rôle au sein du foyer et, de fait, leur place dans le monde. De plus, elles n'étaient perçues par les Occidentaux que comme des bêtes de somme ou des objets sexuels de moindre valeur. Les hommes eux-mêmes, quand ils échappaient



© Barbara Timm

aux massacres, se trouvaient dans l'impossibilité de jouer leur rôle traditionnel. C'est à dire de protéger leur famille et de lui assurer le nécessaire vital.

## Violences sexuelles dans le foyer

Non seulement la colère et la frustration se sont transmises de génération en génération, mais le mode de pensée occidental a peu à peu infiltré la perception traditionnelle de la femme. Aujourd'hui, dans les communautés amérindiennes, le nombre de femmes battues et violées est tristement élevé. Cette pratique est si répandue qu'il n'est pas rare d'entendre parler d'abus sexuels entre adolescents. De plus, ces violences se déroulent le plus souvent dans les familles. La police du Bureau des Affaires Indiennes ne lance pratiquement jamais de mandats d'arrêt quand des femmes sont agressées. En fait, de nombreuses femmes qui ont trouvé refuge au *Resource Center* se sont plaintes que les policiers qui les avaient prises en charge les avaient replacées verbalement dans la situation du viol. Le fait même que de telles violences se déroulent dans une réserve rend très difficile l'inculpation des agresseurs. En effet, tous les membres de la

communauté sont liés et se connaissent. C'est pourquoi, il est fréquent de voir certaines plaintes disparaître purement et simplement des bureaux de la police.

## Les autorités tribales et fédérales ne font rien

Il semble que les gouvernements tribaux ne fassent pas non plus beaucoup d'efforts pour lancer des programmes de prévention et établir des structures d'accueil et de protection des victimes. Selon Charon Asetoyer<sup>1</sup>, ce sont de simples citoyennes qui prennent ce genre d'initiatives. Elles y ajoutent d'ailleurs des programmes d'écoute et de conseil aux agresseurs, afin d'enrayer le cycle de la violence. L'*Indian Health Service*<sup>2</sup>, dont dépendent la plupart des hôpitaux situés sur les réserves, n'a jamais envisagé de lancer un programme de prévention de la violence domestique, ni même tenté d'entrer en contact avec les associations qui ont développé des structures d'accueil. Il ne leur a pas, non plus, proposé l'aide d'un personnel compétent en matière d'urgences et de psychiatrie.

Pourtant, Charon Asetoyer affirme que : « Les administrations tribales ont le pouvoir de s'assurer que le BIA et l'IHS gèrent ce problème de façon appropriée. Mais, tant que les leaders tribaux se désintéresseront de l'avenir des femmes et des enfants dans les communautés indiennes... tant qu'il ne mettront pas la politique de côté, les abus sexuels et la violence domestique continueront ».

Caroline Grenot

Sources : *Native American Women's Health Education Resource Center*.

1. - Directrice du *Native American Women's Health Education Resource Center* de Lake Andes. (Centre d'accueil, d'éducation et de soins médicaux pour les femmes indigènes)
2. - L'IHS (Service de Santé Indien) est une administration fédérale au même titre que le Bureau des Affaires Indiennes.

# La stérilisation une forme de génocide

Une récente étude de statistiques a mis à jour des faits surprenants concernant la politique de santé du gouvernement américain. On a en effet constaté que, dans les années 70, de nombreuses femmes indiennes avaient été stérilisées par les médecins de l'IHS. On peut se demander s'il ne s'agissait pas là d'une tentative discrète de génocide.

En 1972, une patiente indienne fit une surprenante demande au docteur Constance Redbird Uri (médecin choctaw-cherokee) : « J'ai entendu parler de greffe de reins » dit-elle, « et je voudrais savoir si vous pourriez me donner un nouvel utérus ». A l'âge de vingt ans, cette jeune femme, alors alcoolique, avait été stérilisée par les médecins de l'IHS. Des années plus tard, ayant résolu ses problèmes d'alcoolisme, elle voulut fonder une famille. Mais elle n'avait pas été informée de l'irréversibilité de l'intervention. Le docteur Uri a découvert des milliers d'autres cas de femmes indiennes stérilisées, à leur insu, par les médecins de l'IHS. Selon une étude du *General Accounting Office*, 3406 femmes indiennes ont été stérilisées entre 1973 et 1976. Si l'on considère que cette étude s'applique à une minorité de la population, le taux de stérilisation est anormalement élevé, bien qu'étant largement inférieur au nombre de stérilisations pratiquées en réalité. Le GAO a seulement étudié quatre des douze secteurs gérés par l'IHS et n'a basé son étude que sur les rapports de ce dernier. Le GAO n'a pas étudié au cas par cas, ni analysé les relations médecins-patientes, ni même interrogé les femmes qui avaient été stérilisées.

Parmi les abus commis dans les 51 hôpitaux de l'IHS, l'exemple le plus alarmant sans doute celui de l'hôpital de Claremore en Oklahoma. Une étude des dossiers de 1973 a révélé que plus d'une femme indienne sur

quatre, admises à l'hôpital, avait été stérilisée. Un certain nombre d'entre elles était âgé de moins de vingt ans.

En 1975, Emery A. Johnson, alors directeur de l'IHS, a déclaré que « l'IHS considérait la stérilisation non thérapeutique comme une méthode légitime de planning familial » et il a ajouté qu'il ne connaissait pas de cas pour lesquels cette pratique ait été utilisée de façon abusive. Pour le docteur Uri, « stériliser une femme, sans aucune raison thérapeutique, alors qu'elle est adolescente est tout simplement criminel ». Il y a eu effectivement violation des lois fédérales, puisque les formulaires de consentement les plus utilisés n'informaient pas clairement les femmes qu'elles

avaient le droit de refuser cette opération.

D'après les entretiens du docteur Uri avec des milliers de patientes, la plupart des femmes indiennes ont été stérilisées au moment de l'accouchement, alors qu'elles étaient sous l'influence de puissants sédatifs. Selon le docteur Uri, cette pratique résultait d'un préjugé, largement répandu chez les médecins, qui consiste à croire que l'on peut résoudre les problèmes de pauvreté en empêchant les enfants de naître. Au lieu de cerner les causes de la pauvreté et de faciliter l'accès à l'emploi et aux soins, le gouvernement américain a créé un « service de santé » qui pratiquait un génocide.

*Traduction : Fanny Dufau*



## Constat...

« Selon les statistiques, nous sommes les moins éduquées, nous recevons les plus bas salaires... Nous voyons nos bébés mourir à un taux 3 fois supérieur à celui des autres groupes ethniques. Nous prions pour la sécurité de nos adolescents qui se tuent 6 fois plus fréquemment que les autres. Nous regardons nos fils partir en prison.

65 % d'entre eux seront incarcérés avant

d'avoir 20 ans. Nous savons qu'il y a plus de 90 % de chances pour que nos enfants échouent dans le système scolaire des Blancs. Nos filles sont 7 à 9 fois plus susceptibles d'être violées que d'avoir le bac ! Nous savons que nos maris ont une possibilité de vivre au-delà de 35 ans... s'ils ont de la chance ! Nous ne représentons que 2 % de la population totale du Canada, mais

nous sommes les plus exposées aux violences domestiques (à Calgary, 40 % des femmes que l'on retrouve dans les services d'urgences et dans les foyers d'accueil sont indiennes). Les femmes indigènes n'ont que peu de chances d'échapper au cercle vicieux...»

*Extrait d'une conférence de Doreen Spence  
Université de Calgary (Septembre 1991).*

# Une femme au cœur brave

Mary Brave Bird et Richard Erdoes, auteurs de *Lakota woman* et *Ohitica woman* ont participé au « Parlement des écrivains du monde » à Strasbourg. À cette occasion, ils ont accepté de témoigner de la situation actuelle des Amérindiens aux États-Unis.

Nitassinan – Comment est né votre premier livre, *Lakota woman* ?

R. Erdoes – Après l'occupation de Wounded Knee, Leonard Crow Dog -le compagnon de Mary à cette époque<sup>1</sup>- était emprisonné, pour des raisons politiques, près de New York et donc loin de la réserve. Afin que Mary puisse rendre visite plus aisément à Leonard, je l'ai invitée à venir vivre, ainsi que son bébé né sous les balles à Wounded Knee, à notre domicile new-yorkais. Simultanément, mon éditeur me contactait. Les ventes de mon livre sur *Lame Deer* étant bonne, il souhaitait publier un autre ouvrage sur un thème similaire. Pour ma part, lassé de voir uniquement les hommes glorifiés dans ces luttes, je souhaitais écrire un livre sur les femmes Amérindiennes. En effet, le rôle primordial des femmes Amé-

choisit donc non seulement de refuser ce manuscrit, mais de plus, il retint la totalité des royalties d'un de mes précédents ouvrages jusqu'à concurrence de l'avance versée pour *Lakota woman*. Pendant dix ans, l'ouvrage ne put donc être édité. En 1989, nous avons fini par trouver un éditeur qui avait entendu parler du manuscrit et qui souhaitait l'éditer. Le succès obtenu, le nombreux courrier témoignant de la prise de conscience et de l'intérêt de lecteurs blancs pour les luttes amérindiennes ont été très positifs.

N. (à Mary) – *L'écriture est-elle devenue ta nouvelle voie ?*

Mary – Si j'avais un agent, j'aimerais écrire mon propre livre. C'est ce que j'essaie de faire.

N. – *Lakota woman n'était pas vraiment ton livre ?*

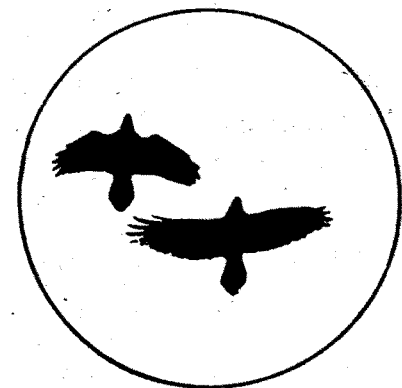
M. – C'est l'histoire de ma vie, mais Richard en a assuré la mise en forme.

N. – *Et qu'aimerais-tu écrire ?*

M. – J'aimerais beaucoup réaliser des livres pour les enfants. Mais aussi aborder des sujets comme l'affaire Peltier ou la situation de notre mère la Terre. Mais ce ne sont, pour l'instant, que des rêves...

N. – *Quel est le rôle culturel de la femme dans la société traditionnelle lakota ? A-t-il changé radicalement depuis l'arrivée de l'homme blanc ?*

R. – Dans la société traditionnelle, la condition de la femme était difficile, mais avec de nombreux aspects positifs. Les stéréotypes dévalorisant les femmes ont été introduits par l'exemple de la société blanche. Mais en comparaison des sociétés pueblos du sud-ouest, les sociétés amérindiennes des plaines comptaient de nombreux machos ! Près de Santa Fe où je réside actuellement, les femmes pueblos possèdent le foyer. Chez le peuple de Mary, c'est très différent. Certains hommes l'ont critiquée estimant que dans son livre, elle s'est "mise en avant" et a exprimé certains désaccords. Certains lakotas s'abritent derrière le rôle traditionnel des guerriers (défendre les femmes si un troupeau de bisons où la cavalerie survenait) pour laisser aux femmes la plupart des tâches ! Si c'était valable il y a 150 ans, rien ne justifie plus désormais cette attitude...



riennes demeurait dans l'ombre. Un contrat fut signé avec l'éditeur, mais, un an plus tard, à la remise du manuscrit, celui-ci avait totalement changé d'avis. Il nous a alors déclaré : « Cette merde militante n'a plus court, aujourd'hui la mode est au mysticisme. Transformez plutôt votre récit en celui d'un Don Juan de Castaneda au féminin ». Nous sommes donc entrés en conflit, d'autant que cela ne correspondait pas à l'engagement initial. Dans son esprit, afin que le livre se vende, il fallait « transformer Mary en une sorte de sorcières aux pouvoirs magiques capable de voler dans les airs » ! Je lui répondis que s'il se livrait à une telle falsification de notre ouvrage, Mary viendrait sûrement le scalper... A l'évidence, il n'était pas possible de trouver un accord permettant de publier ce livre en l'état. L'éditeur



Mary Brave Bird (Crow Dog) à la librairie Milles pages à Vincennes

M. – J'ai vécu 17 ans avec ce que vous appelez un homme-médecine, un homme très proche de notre spiritualité. Malgré mes efforts pour le changer, il était très dominateur. J'ai continuellement tenté de lui expliquer mon point de vue tout en montrant mon respect pour ses croyances, mais rien n'y fit. J'étais très jeune lorsque je l'ai rencontré et je n'ai réalisé que bien plus tard que j'étais son égale et que j'avais droit à ma propre opinion. J'ai compris que je pouvais marcher aux côtés des hommes et non quatre pas derrière eux.

Traditionnellement, pour Leonard Crow Dog, les femmes n'avaient aucune voix dans la communauté. Il se basait sur le fait que, lors de la signature des traités, ce ne fut que deux tiers des votes masculins qui furent pris en compte. Chez les Lakotas, les femmes n'étaient pas politiquement impliquées. Aujourd'hui, il y a encore du sexisme au sein des communautés indiennes, même au sein de notre mouvement. cela justifie en partie que je m'en sois écartée. Je veux m'affirmer et m'exprimer en tant que femme.

N. – *Pourtant, dans le passé, de nombreuses citations amérindiennes prônent l'égalité entre hommes et femmes. Comme ce fameux proverbe Cheyenne « Une nation n'est pas conquise tant que le cœur des femmes n'est pas à terre ».*

*Pourquoi une telle différence entre les paroles et la réalité ?*

M. – C'est une vision romantique. Les femmes sont l'épine dorsale de la nation, la force du peuple, elles sont sacrées car elles donnent la vie, etc. Ce ne sont que des mots d'hommes destinés à faciliter les rapports avec les femmes au quotidien. Les actes sont très différents. Ces belles paroles « romantiques » sont une chose, la réalité en est une autre.

R. – Dans le passé, les structures des sociétés traditionnelles étaient assez équilibrées, au sens où elles assignaient à chacun un rôle précis. L'homme lakota chassait pour nourrir sa famille, il savait où était sa place. Aujourd'hui sur les réserves, il n'y a plus de gibier, le taux de chômage tourne autour de 90 %. Comment peut-on avoir le respect de soi, de l'autre et des traditions après que les blancs aient semé une telle confusion dans les sociétés et les esprits ?

N. – *Dans les années 70, une majorité de femmes était à la tête de l'AIM, telles Janet Mc Loud, Elen Moves Camp, Gladys Bissonnette, Anna Mae Aquash. Elles avaient reçu, au sein du mouvement le nom de « Femmes au cœur courageux ». Cela ne contredit-il pas ce que tu disais précédemment quant à la place des femmes dans l'AIM ?*

M. – Les femmes âgées étaient respectées. Les femmes plus jeunes, comme Anna Mae Aquash ou moi-même n'étions que la cheville ouvrière, la base du mouvement. Nous étions confrontées à de une dure réalité mais n'avons jamais prétendu être des leaders du mouvement. Il y a même eut certaines femmes plus âgées qui nous ont critiquées. Récemment, Madonna Gilbert a tenu des propos assez durs à mon encontre, déclarant que je n'étais pas à la tête du mouvement -ce que je n'ai jamais prétendu!-

Ces désillusions m'ont conduite à me recentrer sur moi-même, même si je continue à soutenir notre mouvement, Leonard Peltier et le combat pour la Terre. Alors que nous somme censés combattre ensemble pour la même cause, ces divisions négatives me rendent triste... mais elles doivent sûrement réjouir nombre de personnes...

Avoir été considérée de la sorte par d'autres femmes du mouvement a contribué à nous rapprocher Anna Mae et moi, car nous subissions les mêmes problèmes. Notre lutte, notre dur travail, notre participation active nous rendaient heureuses, et nous n'avions aucune envie d'être sous le feu des projecteurs.

R. – Un journal (*Indian Country Today* Ndlr) a vivement critiqué notre premier



Femmes de l'AIM en compagnie de Dennis Banks, co-fondateur de l'organisation.

livre, le directeur étant proche de Dickie Wilson<sup>2</sup> qui a toujours eu du ressentiment envers nous. Et c'est dans ce même journal que récemment, le FBI a fait paraître un communiqué d'une page recommandant de laisser Leonard Peltier derrière les barreaux !

N. – *Vous souligniez, dans votre premier livre, la différence fondamentale, dans les années 70, entre les mouvements féministes américains luttant pour l'avortement et les femmes indiennes combattant la stérilisation forcée. Qu'en est-il aujourd'hui ? Existe-t-il un mouvement féministe amérindien ? Y-a-t-il des contacts internationaux ?*

M. – Il n'y a plus aujourd'hui de stérilisation forcée. On doit désormais s'assurer que la femme effectue un acte volontaire en toute connaissance de cause.

R. – Oui, c'est du passé. Par contre, la question de l'avortement est une réalité de la société blanche. La surpopulation n'est pas un problème amérindien. Si des femmes amérindiennes revendiquent ce droit, c'est un acte individuel et non un mouvement.

Pour ce qui concerne les contacts internationaux, des femmes amérindiennes vont présenter leurs revendications lors de nombreux congrès et même aux Nations Unies à Genève. Comme madame Larocque Fuentes (présidente de l'*International Chicanos Human Rights Organisation* Ndlr) qui y a représenté les femmes amérindiennes et chicanos.

1. Mary Brave Bird fut la compagne de Leonard Crow Dog, médecine man et leader spirituel de l'American Indian Movement (AIM). C'est sous le nom de Mary Crow Dog et avec la complicité de Richard Erdoes qu'est paru son premier ouvrage *Lakota woman* (Éditions Albin Michel, collection Terre Indienne). Son second livre, *Obitica woman* devrait paraître bientôt en France.
2. Ancien chef au Conseil Tribal de Pine Ridge et fondateur des Goon Squads. (cf. page 17)

*La deuxième partie de cet entretien sera publiée dans notre prochain numéro.*



# Le fusil est moins lourd que le seau

Le nouveau mouvement zapatiste mexicain a surpris par la place qu'y prennent les Indiens et par ses revendications novatrices, éloignées du traditionnel discours marxiste-léniniste des guérillas latino-américaines. Mais bien peu de commentateurs ont souligné l'influence déterminante qu'y ont acquise les femmes : non seulement elles y ont obtenu des postes de responsabilité, mais elles y ont imposé des règles féministes. Elles souhaitent donner l'exemple aux communautés où règne encore le machisme.

Un grand nombre de femmes se sont enrôlées dans les rangs de l'EZLN ; ce sont en majorité des adolescentes parmi les plus tenaces. La vie dans la jungle ou dans la montagne est extrêmement dure, d'autant qu'en plus des intempéries, les miliciens de l'EZLN doivent souvent affronter la mort. L'entraînement est très difficile, surtout pendant la période d'essai. Beaucoup souhaitent retourner dans leur communauté pour y faire un travail politique, mais la plupart des femmes restent. Avec optimisme, l'une d'entre elles affirme que le fusil pèse moins lourd que les seaux d'eau qu'il faut porter chaque matin sur des kilomètres entre la rivière et la maison, sans parler du bois. Au sein de l'EZLN, elles se lèvent plus tard et la dureté de l'entraînement ne se compare pas aux difficiles tâches de leurs foyers.

Ce qui a demandé le plus de travail aux femmes a été, paradoxalement, d'apprendre à commander. En effet, les hommes ne pensaient pas qu'une « gonzesse » puisse leur donner des ordres. Mais lors des batailles de janvier, les femmes ont montré leur bravoure, leur intelligence et leur sang-froid. Par exemple, à Ocosingo, elles ont sauvé les blessés et les ont évacués de la ville pour les ramener dans la jungle.

## La loi révolutionnaire des femmes

Lors du premier soulèvement zapatiste en août 1993, les femmes s'organisent et rédigent une série de doléances qui sont devenues la « loi révolutionnaire des femmes » suivante :

1. - Les femmes, sans distinction de race, de religion ou d'appartenance politique, ont le droit de participer à la lutte révolutionnaire au poste et avec le grade qui correspond à leur choix et à leur compétence ;
2. - les femmes ont le droit de travailler et de recevoir un salaire juste ;
3. - les femmes ont le droit de décider du nombre d'enfants qu'elles peuvent mettre au monde et éduquer ;

4. - les femmes ont le droit de participer aux décisions de la communauté et d'exercer une responsabilité si elles sont élues librement et démocratiquement ;
5. - les femmes et les enfants ont droit à la santé et à l'alimentation ;
6. - les femmes ont droit à l'éducation ;
7. - les femmes ont le droit de choisir leur conjoint et ne doivent pas être obligées de contracter un mariage ;
8. - aucune femme ne pourra être frappée ou maltraitée physiquement ni par les membres de sa famille, ni par des étrangers ; les délits et tentatives de viol seront sévèrement punis ;
9. - les femmes pourront occuper des postes de direction au sein de l'organisation et avoir des grades dans les forces armées révolutionnaires ;
10. - les femmes auront tous les droits et suivront les obligations que dictent les lois et règlements révolutionnaires ».

Pour jeter le discrédit sur les zapatistes, certains ont affirmé que la « loi des femmes » était un document qui n'avait pas pu être rédigé par des femmes indigènes puisqu'il rompaît du jour au lendemain avec une tradition millénaire, et montrait qu'il s'agissait de paysans manipulés par des forces obscures étrangères. Cette loi a été approuvée et est entrée en vigueur au sein de l'EZLN. Les femmes des communautés ont fait pression pour qu'elle soit aussi appliquée dans les villages.

Les femmes ont été le plus affectées par la

guerre. Leur travail s'est alourdi avec le départ des hommes dans les milices zapatistes. Mais cela leur a aussi donné l'opportunité de s'organiser et de prendre des décisions.

Dans les grandes fermes productrices de café qui ont été occupées par les travailleurs - en fait par les vrais propriétaires des terres où se trouvent les plantations - ce sont les femmes qui ont surveillé les barrages routiers et monté la garde. Ce sont elles qui ont le plus lutté contre l'alcoolisme, surtout dans les endroits où une partie du salaire de leur mari leur est versé... en eau de vie.

Les femmes indiennes du Chiapas ont commencé à découvrir leurs potentialités et à surmonter leur peur du machisme. Elles sont le pilier de la culture : ce sont elles qui éduquent les enfants, transmettent et maintiennent en vie les traditions, les arts et les rites religieux. Elles travaillent de l'aube au crépuscule sans bénéficier d'un salaire.

Quand les femmes restent seules dans une communauté, comme par exemple celle des Chamula<sup>1</sup>, ou comme les veuves, les femmes abandonnées, ou les épouses de miliciens, le retour du mari, du père ou du frère aîné est une source intarissable de disputes. Les femmes se refusent à faire marche arrière, c'est à dire à se soumettre à l'autoritarisme patriarcal.

Marta Durán de Huerta Patiño

1 À la suite d'une « chasse aux sorcières » politico-religieuse, 500 hommes furent chassés du village de San Juan de Chamula par des forces pro-gouvernementales.





# La participation des femmes mapuche

Elisa Avendano Curaquéo est une femme mapuche, originaire de la région de Temuco. Elle est vice-présidente de l'organisation Ad Mapu et nous présente ici son analyse de la lutte des femmes mapuche au Chili.

Dans le contexte que nous connaissons aujourd'hui, il est absolument nécessaire que nous puissions nous faire entendre en tant que femmes au niveau politique. Sous la dictature, nous n'avions absolument aucun espace de pouvoir et nous étions triplement opprimées : comme femmes, comme classe et comme ethnies. Aujourd'hui, des espaces s'ouvrent, mais ils ne s'ouvrent pas automatiquement aux femmes et à leurs attentes.

## Femmes mapuche et transition démocratique

Bien évidemment, nous ne négligeons pas l'importance du processus démocratique que le pays est en train de vivre. Nous voulons simplement rappeler notre conviction que la démocratie ne prendra pas en charge nos demandes spécifiques si nous ne sommes pas capables d'élaborer des stratégies particulières dans le cadre même de cette démocratie. Une reconstruction démocratique authentique ne sera possible que s'il existe

une force de changement qui assume, de manière centrale, la problématique de la discrimination dont sont victimes les femmes.



Comme femmes mapuche, nous voulons construire des canaux réels de dialogue, entre les organisations de femmes mapuche et non-mapuche, ainsi qu'au niveau des structures de pouvoir de notre région et du pays. Nous devons exprimer avec force le pouvoir de pression qui existe au sein de la communauté féminine comme secteur social. Ainsi démontrerons nous la valeur inestimable de la femme dans notre culture, elle qui est en étroite relation avec la terre-mère (mapu). Or, la terre représente pour nous la vie. Comme femmes, nous donnons et défendons la vie. Assez de discrimination raciale négative. Je veux vous inviter à lever le drapeau de la dignité et du respect pour nous, femmes mapuches.

*Amuley Tan Weichan Marichireu.*  
(nous continuerons à lutter).

*Texte d'Elisa Avendano Curaquéo, publié dans le numéro double vol. 4, n°1-2 de UniversElles, magazine du collectif «le Cinquième Monde», Québec.*

## Pour soutenir la lutte des peuples du Chiapas

Le Comité de Solidarité aux Peuples du Chiapas en Lutte s'est créé en Janvier 1995. Il a pour but d'informer et de sensibiliser le public en France sur ce qui se déroule au Mexique et de mettre en œuvre une solidarité active.

Les zapatistes et la population civile du Chiapas ont besoin de notre solidarité, que nous pouvons leur manifester tout d'abord au moyen d'une aide matérielle (médicaments, nourriture...) ou financière, afin qu'ils puissent survivre à l'isolement et à la répression militaire. Ensuite, nous pouvons faire pression sur le gouvernement français, complice de cette répression par la vente d'armes au gouvernement mexicain.

**Si vous souhaitez obtenir de plus amples renseignements ou envoyer des dons, vous pouvez contacter :**

Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en Lutte  
33, rue des Vignoles, 75020 Paris. Tel/fax : (1) 43 72 09 54  
CCP : La Source n° 38608760 V  
Chèques à l'ordre de «Paroles diffusées»

# La poupée et la machette

Nitassinan s'est entretenu avec Carmelita Ross (ci-contre), représentante des Communautés de Populations en Résistance (CPR) du Guatemala (réfugiés internes du génocide des années 1980) et avec Lucia Quila Colo, représentante de la Coordination Nationale des Veuves du Guatemala (CONAVIGUA) en novembre 1994. Elles ont expliqué à Nitassinan les raisons et les modalités de l'irruption des femmes sur la scène politique et sociale guatémaltèque.

Nitassinan — *Comment s'organisent les femmes dans les CPR ?*

Carmelita — Il faut préciser que le machisme existe toujours dans les CPR. C'est le machisme des hommes qui pensent qu'eux seuls peuvent agir et que les femmes ne peuvent s'occuper que des enfants et de la maison. Mais dans les CPR, on voit l'importance de la participation des femmes aux différentes activités des communautés. Il est clair que peu de femmes ont été intégrées dans le travail politique, mais il y a une participation au niveau de chaque communauté, par exemple, comme promotrice de santé ou institutrice. Depuis deux ans, les femmes s'organisent pour apprendre leurs droits en tant que femmes, pour voir ce qu'elles peuvent apporter en plus à la communauté. Un des objectifs des femmes dans les CPR, est, depuis trois mois, le lancement d'un programme

d'alphabétisation des femmes adultes, et la mise en place d'une garderie pour les enfants pour permettre aux femmes de participer à toutes les activités de la communauté, avec un tour de rôle entre huit femmes pour la garde des enfants. Il faut non seulement un local mais aussi des jouets et du matériel pour occuper les enfants.

Il faut aussi que la femme se dégage du temps libre sur la cuisine et le rangement du foyer.

Quand on dit qu'on va s'organiser en tant que femmes, on ne dit pas que nous allons remplacer tous les hommes, mais que nous sommes capables de travailler conjointement avec les hommes. Bien sûr, la force d'un homme n'est pas la même que celle d'une femme. Ce qui est important pour nous, c'est de faire des activités et d'être plus autonomes au sein de la communauté.



© Christine Nouwan

Il faut faire un travail commun, pas seulement comme épouse ou comme mère de famille.

N. — *Est-ce qu'il y a des formes spécifiques de répression contre les femmes au Guatemala ?*

Lucia — La répression frappe tout le peuple, mais la femme est dans une situation assez dure, car elle subit à la fois la répression, la discrimination et la marginalisation. La répression rejaillit toujours sur la femme car c'est elle qui doit subir tous



Les CPR, déplacés internes au Guatemala

© Eric Curo

les problèmes de la famille et des fils. Elle a une double responsabilité : individuelle et familiale.

C. — Le problème, c'est qu'en tant qu'Indiens mayas, nous sommes la majorité de la population, soit 70%. C'est pour cela que nous sommes à la rue. Nous n'avons pas de terres, il n'y a pas assez de bus, on ne prend pas en compte nos demandes. C'est à peine si on arrive à trouver à manger pour survivre ! Nous n'avons ni écoles, ni hôpitaux. C'est pourquoi notre lutte a des racines profondes. Seuls quelques individus possèdent toutes les richesses du pays. Nous, on ne vaut rien, nous ne sommes que des marginaux. Et c'est aussi parce que la majorité des femmes ne sait pas s'exprimer. Nous sommes peu nombreux à pouvoir évoquer les vrais problèmes, car quand nous parlons des droits de l'homme ou de la mauvaise distribution des terres, nous nous attaquons aux gens de pouvoir. Alors, les gens hésitent à nous rejoindre. Mais si nous ne nous y mettons pas tous ensemble et si nous n'arrivons pas à vaincre la peur, alors nous ne pourrions rien faire. Dans cette situation, nous devons faire un effort pour relever la tête et forcer la voix.

L. — Si les femmes participent, cela ne signifie pas qu'on leur a donné le choix de participer, mais c'est une lutte permanente pour nous faire entendre. Grâce à la lutte, nous gagnons des espaces pour participer aux activités de la société. Ainsi, la femme commence à jouer un grand rôle dans le pays et dans les communautés. En droit, nous sommes des êtres humains égaux. C'est un travail de conscientisation, à faire aussi auprès des hommes pour leur faire comprendre que les femmes font également partie de la société.

N. — *Quelle est l'importance de la Conavigua au sein de l'Assemblée des Secteurs Civils (assemblée de fait composée des représentants des organisations civiles pour appuyer le processus de paix) ?*

L. — Nous sommes une organisation membre de l'Assemblée des Secteurs Civils et présente dans la Commission des femmes. Il y a aussi d'autres organisations de femmes, mais ce sont des métisses. Cela ne veut pas dire que je ne prends pas leur travail en compte, mais la Conavigua est composée en majorité d'Indiennes. Pendant les débats, nous devons petit à petit essayer de nous faire entendre pour expliquer ce qu'est la vie de la femme.

N. — *Pensez-vous que le machisme vient de la conquête et qu'il n'existait pas dans les sociétés maya précolombiennes ?*

L. — Dans l'histoire de nos ancêtres, avant



© Eric Caro

que n'arrivent les envahisseurs espagnols, la femme jouait un grand rôle. En effet, elle était bien considérée car c'est elle qui donnait vie aux êtres humains. Les envahisseurs espagnols ont divisé les familles en disant que certains avaient plus de droits que les autres.

C. — La discrimination vient surtout de l'éducation. Je me rappelle que quand

j'étais enfant, ma mère ne me laissait pas creuser la terre avec une machette, parce que la machette appartenait à l'homme et que les filles devaient jouer à la poupée. Pour que les femmes participent, il faut qu'il y ait un travail commun. C'est ainsi que nous dépasserons ce machisme qui affecte autant la femme que l'homme, qui agit souvent sans se rendre compte. Nous pouvons améliorer la situation avec la génération future.

*Propos recueillis par  
Fabrice Mignot et  
Sylvain Duez-Alesandrini*

*Transcription - traduction :  
Fabrice Mignot.*



# Une société matriarcale menacée par la drogue

Le peuple Wayú vit depuis toujours dans la péninsule Guarija, entre la Colombie et le Venezuela. Les femmes sont l'âme de cette société matriarcale. Leur présence et leur participation sont fondamentales pour le développement et la pérennité de chaque clan. Depuis quelques années, cependant, le trafic de drogue menace de déstabiliser les fondements mêmes de notre société et la situation des femmes en son sein.

Contrairement à beaucoup d'autres régions d'Amérique du Sud, les drogues n'ont jamais été cultivées, ni fabriquées à Guarija. Mais notre situation géographique, qui nous avait toujours préservés de l'influence des Européens et des missionnaires, est devenue aujourd'hui notre plus grand problème.

Notre pays est devenu plus qu'une base de transit pour le trafic de drogue. D'énormes quantités d'argent ont fait naître des emplois mal payés dans la région ; hommes, femmes et enfants gardent les pistes d'atterrissage et les ports clandestins qui surgissent et disparaissent dans les savanes et sur les côtes. Les drogues sont entreposées dans les maisons de ces travailleurs, impliquant des familles entières dans le trafic. L'argent dégrade les valeurs traditionnelles de nos communautés. La violence s'est développée et les armes se sont multipliées. Ainsi, notre mode de vie, reposant sur le respect des femmes et une puissante solidarité, est en danger. Malgré les pillages des conquistadores espagnols, jamais le statut de la fem-

me dans la société wayú n'avait, jusqu'à ce jour, été modifié.

Les trafiquants de drogue utilisent toujours des « mules » pour transporter de petites quantités de drogues. Ici, elle n'est transportée que sur les quelques kilomètres séparant la Colombie des villes-frontière du Venezuela. En raison de leur résistance, leur audace et leur capacité à surmonter la peur, les femmes wayú sont très recherchées pour ce travail.

## Fouilles humiliantes

Cependant, les actions du gouvernement pour stopper la violence engendrée par le trafic de drogue ont placé le peuple indigène au centre d'un conflit qui met les femmes en péril. Même si nous comprenons que la réaction des autorités est légitime et que le travail des « mules » doit être stoppé, nous ne pouvons accepter le traitement qu'on fait subir quotidiennement à nos femmes lorsqu'elles franchissent les postes frontières. Les fouilles auxquelles elles sont soumises sont inhumaines et dégradantes. Les membres de la garde natio-

nale, de la police et des douanes soutiennent que chaque femme portant des vêtements traditionnels, ou ayant nos traits physiques, est une « mule ». Durant ces fouilles, même les organes génitaux féminins sont examinés dans de petites cabines, sans la moindre précaution sanitaire. Seules les pauvres et humbles femmes wayú, qui voyagent en camion ou en autocar, sont fouillées de cette manière. Celles qui voyagent en voitures particulières ne le sont pas.

Ces fouilles violent notre dignité d'êtres humains ; cela n'est pas seulement une agression contre notre moralité, mais cela expose la population aux maladies vénériennes et contribue à détériorer la santé psychique et mentale des femmes wayú. Nous espérons que cette déclaration amènera à réfléchir sur cette question car notre peuple vit ces conditions inhumaines sous le regard indifférent des autorités.

*Dalla Durán, Mouvement indigène pour l'identité nationale.*

*Traduction : Robert Pac*

*Source : Abya Yala News - automne 1994*



# Une femme kuna à Paris

Nitassinan a interviewé Luzmira Hernandez, artiste kuna des îles San Blas, venue exposer ses mola<sup>1</sup> à la galerie Urubamba.

En mai 1994, Luzmira y a également enseigné l'art du mola.

Ces cours se poursuivront d'ailleurs au mois de mai 1995.

Nitassinan — *Pourrais-tu nous présenter ta communauté et plus généralement le peuple kuna ?*

Luzmira Hernández — Les Kunas vivent au Panama, sur le continent et sur les îles. Une communauté importante de Kuna se trouve également en Colombie. La communauté kuna compte quarante mille personnes sur un total de quatre millions de Panaméens.

N. — *Quel est le rôle de la femme dans la communauté Kuna ?*

L. H. — La femme joue un rôle important dans la famille. Elle s'occupe des enfants, des tâches domestiques, elle procure souvent une partie des moyens de subsistance de la famille avec la confection des mola, dont certains seront vendus aux touristes.

Mais la femme a également un rôle social et politique à jouer au sein de la communauté, au même titre que les hommes. Les femmes se choisissent une représentante qui assistera le silah<sup>2</sup>, lors des congressos<sup>3</sup>. Elle aura un rôle de conseillère au sein de toute la communauté.

N. — *Parle-nous de ton séjour en France et du déroulement des cours de couture. A t-on maintenant des spécialistes de mola en France ?*

L. H. — Les élèves étaient uniquement des femmes. La majorité n'était pas débutante en couture, puisqu'il s'agissait de professeurs de couture, spécialistes en patchwork. Pourtant, cela n'a pas été facile pour elles, puisque la couture des mola diffère de la pratique de la couture qu'elles connaissaient. Les élèves ont eu neuf heures de cours : très peu de temps pour tout apprendre sur les mola!



N. — *Beaucoup de femmes kuna se consacrent-elles à l'art des mola ?*

L. H. — Oui, la majorité d'entre nous, à San Blas. De plus, presque toutes les femmes kuna portent quotidiennement la « blouse traditionnelle », le mola : une femme kuna des îles San Blas connaît donc forcément l'art du mola.

N. — *Que représentent les motifs sur les mola ?*

L. H. — Les motifs sont très nombreux. Les anciennes, nos grand-mères, avaient beaucoup d'imagination : elles avaient mille manières de représenter des montagnes sur une broderie. Nous autres, jeunes, nous sommes allées à l'école et aujourd'hui, nous sommes plus influencées par les revues de couture.

Il existe deux types de mola :

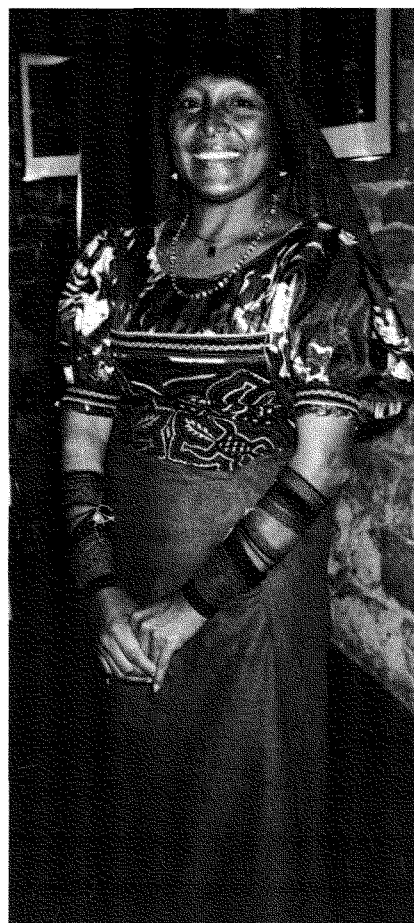
- les « anciens » mola, de type traditionnel, brodés avec des symboles géométriques (comme le mola que je porte aujourd'hui, où sont représentés des pipes - souvent les anciennes de nos communautés aiment fumer la pipe, quand elles se réunissent).

- les « nouveaux » mola, souvent plus imaginés. Nos mola sont les reflets de notre culture ; on y voit donc tout ce qui nous entoure - fleurs, animaux, paysages. Ils sont donc influencés par la mythologie kuna, restée secrète. Sur certains mola, on trouve même des symboles chrétiens apportés par les missionnaires (croix...).

N. — *Raconte-nous ce qu'il s'est passé en 1925...*

L. H. — A partir de 1925, les Kuna ont été en conflit avec l'Etat panaméen. Les Panaméens nous interdisaient de porter les

mola. Une ancienne m'a raconté qu'en ce temps-là, en 1925, quand son mari revenait de la pêche, les autorités lui confisquaient la moitié des poissons et des fruits qu'il rapportait à sa famille (bananes, noix de coco). Ces temps-là étaient très durs : si les autorités panaméennes voyaient une jeune fille ou une femme vêtue d'un mola, ils l'enfer-



Galerie Urubamba

maient, lui découpait le mola avec des ciseaux. Ils la forçaient à mettre un vêtement de type « occidental » et l'emmenaient au bal...

N. — *Quelles sont les fêtes importantes dans la vie d'une femme kuna ?*

L. H. — A San Blas, sur notre île, la fête la plus importante c'est l'inna. Elle se fête avant la puberté de la jeune fille. Durant cette fête, on lui donne un nom en langue kuna, qu'elle gardera toute sa vie et on lui coupe les cheveux. La fête dure au moins trois jours. Toute la communauté est invitée. On mange, on boit de la chicha<sup>4</sup>. C'est la fête et on n'a pas besoin de montrer une carte d'invitation pour y participer!

1. mola : signifie blouse en langue kuna

2. silah : chef d'une île (pour plus d'informations sur l'organisation politique et sociale, cf. Nitassinan n° 22 p. 17)

3. congressos : grands débats communautaires

4. chicha : boisson fermentée à base de canne à sucre

*Entretien réalisé par Christine Rosengard*

*Transcription de l'espagnol par Nancho Fuentes*

*Traduction de Christine Rosengard*

*Nitassinan remercie Roberta Rivin, sans qui l'interview n'aurait pas été possible.*



# La collection « Terre indienne »

Les éditions Albin Michel proposent une collection entièrement consacrée aux Indiens d'Amérique du Nord.

« Terre Indienne » s'attache, en particulier, à faire connaître des auteurs indiens contemporains. Elle se compose aussi bien de livre-documents sur l'histoire et la culture indiennes, de romans, de biographie, que de splendides albums photographiques.

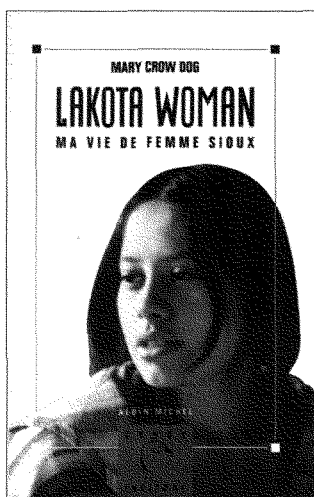
## Lakota woman Ma vie de femme sioux

MARY CROW DOG

avec la collaboration de Richard Erdoes

*Un document humain bouleversant, sans équivalent dans la littérature indienne.*

« Femme de la Nation sioux », Mary Crow Dog est née rebelle. Une enfance dans des conditions matérielles très difficiles, propres aux réserves indiennes frappées par le chômage, l'alcoolisme et le désespoir, l'apprentissage très tôt de la violence et du racisme ordinaire feront d'elle une révoltée.



Adolescente au début des années 70, elle connaît la dérive et l'alcool, la provocation et la résignation. Coupée de sa culture comme ses parents et ses grands-parents avant elle, elle est condamnée pourtant à être exclue de la société américaine blanche. Mais Mary refuse de renoncer à ses convictions. Elle est indienne, indienne elle restera.

Elle trouve un écho à sa propre révolte dans l'American Indian Movement, le mouvement de contestation de la jeunesse indienne. Engagée dans toutes leurs actions, elle est de ceux qui, encerclés par l'armée et le FBI, occupent Wounded Knee en 1973. Son premier enfant naît sous les balles et elle devient pour les siens *Ohitika Win*, Femme Brave. C'est avec son mari Leonard Crow Dog, chef spirituel du mouvement et *medicine man* traditionaliste, qu'elle vivra une véritable initiation à sa propre culture et à la religion des Lakotas.

Unique, la voix de Mary Crow Dog l'est

parce qu'elle évoque pour la première fois la vie des femmes indiennes dans l'ombre des « braves ». Unique aussi parce qu'à travers son histoire elle raconte avec une force, une violence et une noblesse extraordinaires le parcours d'un peuple à la redécouverte de lui-même, dans une Amérique dont nous n'avons jamais soupçonné l'existence.

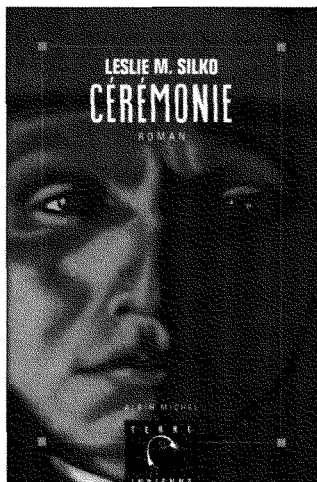
## Cérémonie

LESLIE MARMON SILKO

Roman

Tayo, jeune indien du Nouveau Mexique, revient de la seconde guerre mondiale brisé, hanté par la mort. Tandis que les autres vétérans trouvent refuge dans l'alcool et la violence, il s'interroge sur le véritable sens de son mal. Sa quête le ramènera au passé de son peuple et à la culture traditionnelle ; elle prendra la forme d'une cérémonie, seule voie possible pour guérir du plus sombre des maux ; le désespoir.

*Leslie Marmon Silko appartient à la tribu Pueblo de Laguna.*



## Histoire des Indiens des Etats-Unis

ANGIE DEBO

Pour les Indiens d'Amérique du Nord dont l'histoire sur le continent remonte à près de 20000 ans, l'arrivée des Européens s'est traduite par une mise en cause dramatique de leurs modes de vie, de leur existence. Malgré cela, de nombreuses tribus ont survécu à cette longue et douloureuse épreuve. Jusqu'à aujourd'hui, elles ont réussi à mainte-

nir en grande partie leurs cultures traditionnelles, cet héritage ancestral qui définit leur identité. Non seulement les Indiens ont survécu, mais ils ont fait valoir leurs droits, retrouvé leur valeur et leur fierté.

## Les Sioux, vie et coutumes d'une société guerrière

ROYAL B. HASSRICK

C'est le peuple des légendaires Sitting Bull, Crazy Horse et Red Cloud, celui qui a infligé à l'armée américaine ses plus grandes défaites, celui qui nous a bouleversés dans « Danse avec les loups ». Ce livre nous fait pénétrer dans l'univers des nomades, chasseurs de bisons, guerriers farouches, au moment de l'apogée de leur culture (1830-1880).

## Les Indiens d'Amérique du Nord

GEORGE CATLIN

« Peintre des Indiens », George Catlin (1796-1872) a voué sa vie et son oeuvre à un peuple qu'il sentait menacé de disparition. De 1832 à 1839, il parcourt en tout sens l'Ouest américain, alors inexploré, où il rencontre une cinquantaine de tribus. Ce livre est le récit de cet extraordinaire voyage. Il décrit des paysages grandioses, une flore et une faune uniques, mais en témoin privilégié, Catlin s'attache surtout aux Indiens. C'est leur univers qu'il immortalise dans ce document historique et ethnographique inestimable.

## Guerres indiennes

ROBERT M. UTLEY et WILCOMB E. WASBURN

La conquête et la colonisation du continent nord-américain par les puissances européennes, puis par les Américains, furent marquées par une longue série de conflits avec les nations indiennes qui peuplaient l'ensemble du continent bien avant l'arrivée de l'homme blanc. C'est cette dramatique résistance indienne à l'avancée inexorable des colons sur tout le territoire américain qui est retracée ici. On y croise les figures légendaires de Sitting Bull, Cochise, Geronimo, ou celles moins connues, mais tout aussi déterminantes de Pontiac, Tecumseh, Black Hawk, Chef Joseph.

## L'hiver dans le sang

JAMES WELCH

Roman

Portrait d'un jeune indien dans l'Amérique d'aujourd'hui où le narrateur mêle la mémoire de son peuple et les souvenirs de son propre passé. « L'hiver dans le sang »,

roman aux accents surréalistes, empreint d'humour, a profondément marqué l'entrée des écrivains indiens dans la littérature contemporaine.

### La mort de Jim Loney

JAMES WELCH

Roman

Après « l'hiver dans le sang » unanimement salué par la critique, James Welch explore, dans ce superbe roman, le destin d'un homme étranger au monde comme il l'est à lui-même : métis, Jim Loney semble paralysé par l'ambiguïté de ses origines indienne et blanche, qu'il n'a jamais vraiment réussi à concilier. Écrit dans un style épuré et parfaitement maîtrisé, ce livre nous offre le portrait déchirant d'une chute inévitable.

### Comme des ombres sur la terre

JAMES WELCH

Roman

Nous sommes en 1870, au Montana, sur les bords de la rivière des Deux-Médecines où les « Mangeurs Solitaires » de la tribu des Pieds-Noirs, ont installé leur camp. Au cours d'une expédition contre les Crow, les jeunes de la tribu devront prouver leur bravoure. Trompe-le-Corbeau y gagnera son nom de brave et sa place parmi les siens. Mais jour après jour, les « Napikwan » (les hommes blancs) se font plus pressants, jetant comme des ombres sur la terre. A travers le destin de Trompe-le-Corbeau, c'est l'histoire de ses ancêtres que raconte James Welch. Avec une rare force poétique mêlant le surnaturel au quotidien, il évoque les personnages de la tribu, les grands scènes de chasse et de cérémonies, la communion

avec les grandes forces de la nature et les esprits - un monde millénaire qui assiste sans le savoir encore à son crépuscule, et n'aura bientôt plus d'autre choix que de mener un combat perdu d'avance ou de céder ses terres et devenir un peuple de proscrits, pour des générations à venir.

« Aucun autre livre, affirme Dee Brown\*, ne nous a fait aussi bien comprendre le monde indien ».

\*Auteur de « Enterre mon coeur à Wounded Knee ».

### Ce que nous devons aux Indiens d'Amérique

JACK WEATHERFORD

C'est à une véritable découverte de l'Amérique et des principaux apports des peuples indiens à l'humanité que nous invite ce livre étonnant. Professeur d'anthropologie, Jack Weatherford démontre ici comment les pratiques culturelles, sociales et politiques des Amérindiens ont transformé les modes de vie à travers le monde. Ces derniers ont eu une influence déterminante sur les habitudes alimentaires, les techniques agricoles, les connaissances médicales, les modes de gouvernement...

### Saison de chasse

CRAIG LESLEY

Roman

A 34 ans, Danny Kachiah, Indien Nez-Percé, n'est plus l'un des meilleurs cow-boys de rodéo de l'Orégon. Depuis quelques temps déjà, tout dans la vie de Danny est un peu plus incertain. Personnage capital de son existence Red Shirt, son père, est mort. Quant à sa femme, Loxie, elle l'a quitté pour un fermier du Nebraska, emmenant

avec elle son fils qu'il connaît à peine. Il faudra que le destin frappe à nouveau pour que Danny trouve aux côtés de Jack, devenu adolescent, l'occasion de rattraper les années perdues.

Autres ouvrages parus

#### Histoire des Navajo

JEAN-LOUIS RIEUPEYROUT

#### Même la vue la plus perçante

LOUIS OWENS (roman)

#### L'Amérique indienne

PHOTOS D'EDWARD S. CURTIS

#### La dernière frontière, Indiens et pionniers dans l'Ouest américain

Splendide album de photos.

A paraître en avril 1995

#### Hopi, peuple de paix et d'harmonie

CHANTAL GÉRARD-LANDRY

À paraître en mai 1995

#### L'oiseau-tonnerre et autres histoires de la tradition orale des Indiens d'Amérique du Nord

ALFONSO ORTIZ ET RICHARD ERDOES

A paraître en octobre 1995

#### Ohitika Woman Mary Crow Dog

Le directeur de « Terre Indienne » est notre ami Francis Geffard, membre du conseil d'administration de Nitassinan-CSIA.

Il vous réservera le meilleur accueil à la :

Librairie Millepages, 174 rue de Fontenay  
94300 Vincennes Tél. 43 28 04 15.



# Florent par Florent

Entretien exclusif avec Florent Vollant de Kahstin

Extrait de la revue Pleine Terre n° 1 - juin 1993

Je vais commencer par vous parler de mon enfance, de l'endroit où j'ai été élevé, c'est à dire les bois. Notre territoire comme dirait l'Innu, se trouvait dans les bois de Wabush (ville minière). C'est en ces lieux que nous, les enfants, avons grandi, car je suis venu au monde à Uashat'. Nous séjournions sur ce territoire : mes oncles, mes tantes, mon père, ma mère, mon grand-père, ma grand-mère.

Je pense entre autres, au train que nous prenions quand « ils » sont venus m'enlever pour me dire que je devais aller à l'école.

Sur le coup je n'ai sûrement pas dû réaliser ce qui se passait : je devais avoir 4 ou 5 ans quand on m'a placé dans un pensionnat.

Au début, j'avais tellement de peine que personne pouvait me consoler ; je n'aimais pas cet endroit, je voulais être avec mes parents dans le bois. Au fil des jours je m'y suis habitué car je me rendais bien compte que je ne pouvais rien y changer. J'y suis resté sept ans et durant toutes ces années mes parents continuaient à fréquenter notre territoire. Puis vint le jour où eux aussi, furent obligés de revenir pour de bon sur le

littoral. La compagnie minière avait pollué l'eau potable et cela rendait ma famille malade.

A l'école, j'apprenais avec beaucoup de facilité ce qu'on m'enseignait. Les religieuses et les pères m'ont aidé pour que je puisse me rendre le plus loin possible dans mes études. Et un jour survint la fermeture du pensionnat.

Alors, j'ai continué l'école en ville, à Sept-Iles, en milieu non-autochtone. Je faisais en sorte que mes études aillent bien et j'aimais ça. Quelque chose en moi me disais de vivre en Innu, de vivre avec cette « différence », d'accepter d'être regardé différemment c'est pour cette raison qu'il faut que tu travailles plus fort parce que tu es Innu. Si tu veux vivre uniquement à la façon des blancs, tu seras confondu dans la masse. Si tu veux

t'en sortir, il faut que tu redoubles d'effort pour t'affirmer.

Plus tard, l'alcoolisme qu'il y avait dans mon entourage m'a beaucoup affecté. Même si, nous les enfants ne manquions de rien. Ce dont nous manquions c'était le côté affectif; nous manquions de tendresse, de marques d'amour.

À seize ans, je buvais beaucoup, je touchais à tout ce qui n'était pas bon pour moi. J'étais égaré, je ne savais pas quoi faire, comment vivre. De temps en temps je travaillais; de temps en temps je « montais dans le bois »; d'autres fois je traînais un peu partout. Je me foutais de ma mère, de mon père. A chaque fois que j'avais l'occasion de partir de la maison, je partais. Je voulais être ailleurs, voir d'autres choses. Et c'est là que j'ai rencontré des gens qui défendaient les Innus. J'admirais ce qu'ils faisaient pour défendre notre culture. Ces gens n'étaient pas de Malioténam<sup>2</sup>, c'étaient des Cris et des Mohawks.

Un jour, je me suis aperçu que j'étais dépendant de l'alcool, peu à peu je suis devenu agressif. Cela me faisait mal quand on me disait que tel Innu s'était fait battre dans tel bar en ville. Je me suis retrouvé mêlé à une grosse bagarre. Quand la police est intervenue, je me suis faufilé à l'extérieur, et là j'ai remarqué la voiture des policiers. J'ai sauté dessus, je l'ai démolie et je me suis enfui. Quelques jours plus tard la police m'a retrouvé et j'ai été condamné à 1 mois de prison. Dès les premières minutes de mon incarcération je me suis rendu compte de la valeur de la vie de quelqu'un qui est libre. C'est là que j'ai compris que ce n'était pas ma place. Tout comme un animal, je n'étais pas à l'aise et je me suis dit que c'était la première et la dernière fois. C'est en ces lieux que je me suis retrouvé. Une fois libéré, je me suis encore dit que jamais plus je ne revivrai cela, et c'est là que j'ai commencé à faire de la musique.

Grâce à la musique, à la chanson, j'ai trouvé une façon d'être, une façon de vivre. C'est là que j'ai commencé à voyager à rencontrer d'autres chanteurs, à m'exprimer dans mes chansons. Le monde m'écoutait malgré mon jeune âge et me disait : « Oui, c'est bon ce que tu dis dans tes chansons. Vous chantez bien, vous jouez bien ».

J'ai eu un premier enfant à 18 ans. Ma mère n'étant plus là, j'ai habité chez les parents de ma femme.

C'est à partir de ce moment là que j'ai recommencer « à monter dans le bois ». Dès que j'ai pu gagner un peu d'argent, avec mes spectacles, je me suis acheté une carabine, de la toile pour fabriquer ma tente, un

poêle à bois. J'ai fini par avoir le nécessaire. Je me suis fabriqué des raquettes, de bons mocassins ainsi que des vêtements résistants au froid. Je pouvais rester dans les bois. Je savais, j'avais vécu ce qu'est « Etre dans l'bois ». Je savais reconnaître les sortes d'arbres et leurs utilités, je savais tendre des collets à lièvres, je savais trouver l'endroit idéal pour dresser une tente.

Mon beau-père m'a énormément enseigné, m'a beaucoup donné. Grâce à tout ce qu'il m'a appris, je peux vivre, survivre et, de plus en plus, avoir confiance en moi-même, je peux mieux m'occuper de mes enfants. Mon beau-père me respectait et m'aimait comme son propre fils. De mon côté, je l'écoutais et l'observais. Je trouvais en lui ce que je recherchais quand j'étais plus jeune. Il m'a tout dit et tout raconté : les rêves, la terre, les lacs, les montagnes; il savait quelle température il ferait le lendemain. Il respectait tout et tout lui était favorable.

Cet homme était prêt à « risquer sa vie » et à beaucoup de sacrifices pour m'aider à grandir, à apprendre la vie.



Quand je retournais sur la réserve à Malioténam, l'ennui s'installait, le bois me manquait. Alors je me rendais à la rivière Mishta Shibu<sup>3</sup> pour être dans la nature et aussi pour pêcher le saumon. On utilise un filet pour la pêche au saumon mais cette pratique est interdite par la loi des Blancs. Je suis retourné encore une fois en prison. Alors la révolte que j'avais enterrée a refait surface.

Comment allais-je enseigner notre culture à mes enfants s'il n'y avait pas de saumon sur notre table ?

Je pense qu'il faut qu'on démontre comment et pourquoi on marche encore sur cette terre, nous Indiens, combien on la respecte. Il existe une force qui nous aide à être ainsi. Cette force, c'est le *teueikan*<sup>4</sup>. Je crois aussi que s'il n'y avait pas eu le *teueikan*, plusieurs Innus seraient morts de faim. Le *teueikan* et leurs rêves les ont guidés.

Comment peut-on réunir dans l'harmonie Blancs et Autochtones ?



Par le respect. Nous, les Innus, nous nous respectons.

Il faut que les gens se respectent. Je fais confiance aux Innus parce que j'ai confiance en moi. Le Blanc aussi a au fond de lui-même de grands pouvoirs, de grandes forces intérieures mais il a plus de difficultés à les connaître. Il est étourdi par son environnement et place l'argent sur un piédestal. Il regarde souvent sa montre et dit : « Il est une heure, il faut que j'y aille, je n'ai pas le temps. » Moi je ne regarde presque jamais l'heure. Depuis que je suis à Montréal, j'appelle parfois mes amis Blancs. Ils n'ont jamais le temps et je ne les vois jamais à l'improviste. Ils ne viendront pas te trouver de manière désintéressée.

*Quand vous chantez en public toi et Claude (Mckenzie), c'est en Innu n'est ce pas ? Que voulez-vous donner à ce public qui ne comprend pas votre langue ?*

Je vais te dire quelque chose qui va t'étonner. Au cours des nombreux voyages, pendant 3 ans, on a vu beaucoup de monde : des Innus, des francophones, des anglophones. Où je veux en venir, c'est qu'on ne peut pas dire qu'ils ne comprennent pas. Ils comprennent. J'ai vu des gens pleurer à nous écouter, car ce qu'on chantait venait du cœur. J'aime chanter, j'adore chanter et je crois en ce que je chante.

*Propos recueillis et traduits de l'Innu par Jean-Louis Fontaine*

1. Uasha : réserve innue adjacente à Sept-Iles.
2. Malioténam : réserve innue à l'est de Sept-Iles.
3. Mishta Shibu : « La Grande Rivière », aujourd'hui la rivière moisie.
4. Teueikan : Tambour chez les Innus

Disques disponibles sur le marché :  
**KashTin**  
 Florent Vollant et Claude McKenzie  
**Innu**  
 Florent Vollant et Claude McKenzie



# La justice bafouée au Mexique

## L'affaire Manuel Manriquez San Augustin

Manuel Manriquez San Augustin est un musicien indien Otomi originaire de l'État d'Hidalgo au Mexique. En 1990, il est arrêté et torturé par la police qui veut lui faire avouer un crime qu'il n'a pas commis.

Le 2 juin 1990, Manuel Manriquez San Augustin est arrêté à Mexico par la police dépourvue de mandat. Maintenu au secret pendant quatre jours, il est soumis à de nombreuses tortures dont il porte encore aujourd'hui les traces. Il est sauvagement battu, quasiment asphyxié, subit des décharges électriques et des brûlures qui ont pour but de lui faire signer des aveux dans une langue qu'il ne connaît pas. En effet, Manuel Manriquez a été interrogé en espagnol, sans interprète alors qu'il ne parlait ni ne comprenait cette langue. Mystérieusement, les dossiers de la police le concernant ont disparu. Malgré sa détention illégale, l'évidence des marques des mauvais traitements reconnus par le médecin de la prison où il a été placé en détention préventive, malgré l'absence de preuves concernant les accusations portées contre lui en dehors des aveux extorqués sous la torture, Manuel Manriquez a été accusé de meurtre et condamné, en juillet 1991, à 24 ans de réclusion. En février 1992, la sentence a été confirmée en appel sur les mêmes bases que celle déjà citées lors du premier procès.

Depuis son arrestation, Manuel Manriquez a appris à lire et à parler l'espagnol. En septembre 1991, il a fondé avec d'autres prisonniers indigènes une organisation de défense des Droits de l'Homme qui a fait campagne en faveur des droits des Indiens et des paysans emprisonnés au Mexique. Il lutte pour l'abolition de la torture, et a dénoncé à de nombreuses reprises les conditions souvent inhumaines et dégradantes auxquelles sont soumis les prisonniers à Mexico. Il a été nommé président de la *Comisión de Defensa Campesina e Indígena del Comité Ricardo López Juárez* dans le cadre de l'anniversaire des « 500 ans de Résistance Indigène, Noire et Populaire ». En avril 1993, Manuel Manriquez s'est joint à plus de cinquante prisonniers qui avaient entamé une grève de la

faim dans plusieurs prisons mexicaines.

### Solidarité avec un prisonnier d'opinion

La Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) a reconnu que les « aveux » signés par Manuel Manriquez, qu'il a rétractés au moment du procès, ont été extorqués sous la torture. En 1992,



Amnesty International s'est immédiatement mobilisé pour s'élever contre ces brutalités policières lors des interrogatoires et a lancé de nombreux appels réclamant la libération immédiate et inconditionnelle de Manuel Manriquez.

### Résistance en prison

À la fin de juillet 1994, Manuel Manriquez a commencé sa quatrième grève de la faim pour réclamer la libération de nombreuses personnes détenues au Mexique dans les mêmes conditions que lui. Le 15 août, en désespoir de cause et devant l'absence de réaction des autorités, il s'est auto-mutilé en se cousant les lèvres en signe de protestation et a entamé une grève de la soif. Sa santé gravement atteinte, il cesse sa grève de la

faim aux derniers jours du mois d'août. Sa dernière procédure en appel a de nouveau été rejetée.

Nicole Chauvry et Sylvain Duez Alessandrini  
Source : Amnesty International

Nitassinan vous invite à exprimer votre préoccupation au sujet de Manuel Manriquez San Augustin, réclamer sa libération immédiate et inconditionnelle, et demander que ses tortionnaires soient traduits en justice, en écrivant à :

Sr Ernesto Zedillo Ponce de León  
Presidente de la Republica Mexicana  
Palacio National  
06067 Mexico DF, Mexique  
avec copie à l'ambassade du Mexique  
9 rue de Longchamp, 75116 Paris

Si vous parlez espagnol, vous pouvez envoyer des messages de soutien à Manuel Manriquez San Augustin à l'adresse suivante :  
*Penitenciaría Santa Marta de Acatic  
Corretera o Puebla y Ermita  
Ixtapalapa, México DF 09510, Mexique*

## Eddie Hatcher, libre

Eddie Hatcher a été libéré le 3 mai dernier. Il souffrait depuis plusieurs mois de graves problèmes de santé résultant vraisemblablement des soins inadaptés reçus après la tentative de meurtre en 1991 (cf. *Nitassinan* n° 39).

Son état de santé étant alarmant et l'opinion publique se faisant de plus en plus pressante, le Bureau d'Application des peines de Caroline du Nord a finalement accordé la liberté conditionnelle à Eddie Hatcher.

De plus, il bénéficie actuellement d'un programme d'aide médicale alloué par les autorités qui lui permet de recevoir les soins adaptés à la gravité de son cas.

Nitassinan vous remercie vivement d'avoir participé à la campagne pour la libération d'Eddie. Cette nouvelle nous conforte dans l'idée que vos lettres et vos pétitions peuvent faire la différence.

Continuez de faire entendre votre voix et de manifester votre soutien aux luttes amérindiennes.

# Vingtième anniversaire de « l'incident d'Oglala »

Voici maintenant vingt ans que s'est déroulé le tragique incident sur la propriété de la famille Jumping Bull, près d'Oglala, qui avait entraîné la mort de deux agents du FBI et d'un membre de l'AIM, Joe Stuntz Killright. Cette affaire a servi de prétexte au FBI pour neutraliser et emprisonner l'un des leaders de l'AIM, Leonard Peltier (Cf. Nitassinan n° 32/33 et n° 39). Ses avocats ont aujourd'hui réuni toutes les preuves de son innocence, mais le gouvernement américain continue de faire tout son possible pour le garder derrière les barreaux...

Leonard Peltier est reconnu internationalement comme l'un des plus anciens prisonniers politiques au monde et son cas a pris valeur de symbole de l'injustice et du non respect des droits de l'homme aux Etats-Unis.



## Free Peltier

### « Journée internationale de protestation contre l'emprisonnement de Leonard Peltier »

C'est le jour de ce vingtième anniversaire que se déroulera à travers le monde entier la « journée internationale de protestation contre l'emprisonnement de Leonard Peltier ».

Aux Etats-Unis, dans un effort conjoint, le Leonard Peltier Defense Committee (LPDC) organisera à Washington DC, avec l'aide d'Amnesty international, une nouvelle manifestation qui devrait s'achever devant la Maison Blanche, où un entretien avec le président Clinton sera demandé concernant la demande de grâce présidentielle.

### Actions de soutien prévues en juin, en France...

A l'initiative du Collectif Guatemala et avec le soutien de Nitassinan-CSIA/LPSG (France), une « Marche pour le respect des droits de l'homme et des droits des peuples autochtones » débutera à Paris le 12 Juin, place du Trocadéro. Celle-ci traversera de nombreuses villes de la banlieue parisienne pour se terminer les 24 et 25 juin au « Festival de la jeunesse » du Val de Marne. Plusieurs délégués autochtones participeront à cette marche, notamment des Mayas du Guatemala, des Amérindiens des USA, des Innuit du Canada, un Sami (Lapon) de Norvège...

Les buts de cette initiative, s'inscrivant dans le cadre de la Décennie Internationale des Peuples Autochtones (1995-2004) décrétée par l'ONU, seront principalement :

- de soutenir la reconnaissance des droits des peuples autochtones, comme par exemple au Guatemala, où ceux-ci sont victimes d'un véritable état d'apartheid,
- de demander la ratification par la France de la convention 169 de l'OIT, document de référence statuant sur les droits des populations autochtones,
- de demander la libération de Leonard Peltier.

Bobby Castillo, de la nation apache chiricahua, porte-parole de Leonard Peltier, nous fera l'honneur de participer à cette marche, probablement en compagnie de deux chanteurs traditionnels, membres de l'AIM.

Lors de cet événement, nous collecterons des

signatures d'élus et de personnalités de toutes les sphères politiques pour la libération de Peltier, et des soirées d'information seront organisées dans chaque ville étape...

Le 25 Juin, au Festival de la jeunesse du Val-de-Marne, un stand et des animations seront dédiés à Leonard Peltier et aux luttes des peuples autochtones à travers le monde.

Pour finir, le 26 Juin, nous prévoyons d'envoyer une délégation de trois personnes (un élu, un représentant du MRAP et un membre de Nitassinan CSIA/LPSG), à l'ambassade des Etats-Unis en France, afin d'exprimer notre soutien à Leonard Peltier.

En Bretagne, un concert de soutien et l'envoi d'une délégation seront probablement organisés par nos amis de l'AISSA.

Au nom de la justice, Nitassinan-CSIA vous invite à vous mobiliser pour la libération de Leonard Peltier...

*Sylvain Duez-Alesandrini*

Toute personne désirant participer ou nous aider à l'organisation de ces actions en juin en faveur de Leonard Peltier, peut nous contacter par courrier pour obtenir de plus amples renseignements.

Continuez à faire signer la pétition. (Vous pouvez nous la commander à notre adresse contre une enveloppe timbrée).

Enfin, un énorme remerciement à tous ceux et celles qui nous ont renvoyé les réponses de leurs municipalités concernant l'affaire Peltier. Ensemble nous sommes plus forts...

**L**E COLLECTIF GUATEMALA organise une Marche pour la défense des Droits de l'Homme et des Peuples Autochtones. Le départ est prévu le 12 juin, place des Droits de l'Homme au Trocadéro.

Des délégués autochtones dont Bobby Castillo, porte-parole international de Leonard Peltier, conduiront cette marche à travers une cinquantaine de villes de banlieue parisienne.

Les marcheurs arriveront le 21 juin à Fontenay-sous-Bois (94) où aura lieu une soirée Leonard Peltier organisée par Nitassinan.

La projection du documentaire « Incident à Oglala » sera suivie d'un débat.

Enfin, la marche se terminera le 24 juin au Festival de la Jeunesse du Val-de-Marne. Le lendemain, Bobby Castillo et Nitassinan y animeront un stand pour la Journée internationale pour la libération de Leonard Peltier.

(Programme non définitif, appeler le Collectif Guatemala au 45 51 57 13)

# BULLETIN D'ABONNEMENT

NITASSINAN revue trimestrielle d'informations sur les nations amérindiennes

**NOM - Prénom :** .....

**Adresse :** .....

**Code : Ville :** .....

Je m'abonne / ré-abonne pour 160 F (220 F hors Europe) aux 6 n° suivants : .....

Abonnement de soutien : à partir de 250 F pour 6 n° .....

Commande..... dossiers simples n° ..... à 38 F (port compris) = .....F

..... dossiers doubles n° ..... à 66 F (port compris) = .....F

..... livres **Ike Mun Anam** à 70F = ..... F       ..... livres **Contes Iroquois** à 80 F = ..... F

..... pins **Nitassinan 92** à 40 F = ..... F

J'adresse un chèque de ..... F libellé à l'ordre de "NITASSINAN-CSIA", adressé à :  
NITASSINAN - CSIA, BP 317, 75229 Paris Cedex 05 France

## NITASSINAN : revues disponibles à partir du n°15.

- n°15 MAPUCHE (Chili)
- n°16/17 FEMMES INDIENNES (Amérique du Nord)
- n°18 COLOMBIE INDIENNE (Colombie)
- n°19 SHOSHONE (USA)
- n°20/21 CHEROKEE (USA)
- n°22 KUNA / TARAHUMARA (Panama - Mexique)
- n°23/24 HURONS / ABENAKI (Nord Est Canada)
- n°25/26 CRI / MOHAWK (Nord Est Canada)
- n°27/28 ATTIKAMEKW / OJIBWA (Nord Est Canada)
- n°29 YUP'IT / INUPIAT (Alaska - Nord Sibérie)
- n°30 92, QUELLE "DÉCOUVERTE" ? (général)
- n° 31 LIL'WAT, GWICH'IN, RIGOBERTA "NOBEL" ? ETC.
- n° 32/33 MAKUXI, LÉONARD PELTIER, KANAKS, ETC.
- n° 34 RIGOBERTA MENCHU, CPR, ... (Guatemala)
- n° 35 APACHES : LA LUTTE POUR LE MONT GRAHAM (USA)
- n° 36 CANADA : LES NATIONS INDIENNES DU SASKATCHEWAN  
CONTRE L'URANIUM
- n° 37 ¡ TIERRA Y LIBERTAD ! LA RÉVOLTE MAYA DU CHIAPAS (Mexique)
- n° 38 LA DÉFORESTATION EN TERRE INDIENNE. (Général)
- n° 39 LES PRISONNIERS DU REVE AMÉRICAIN. (USA)

Tarifs : dossier simple 30 F - dossier double 50 F.

**NOTRE PINS :** "Nitassinan 92" 40 F port compris

**NOS LIVRES :** *IKE MUN ANAM, Il était une fois, la Dernière Frontière en Guyane*, d'Eric NAVET, une analyse et un constat sur la situation de "nos" (!) Indiens (70F, port compris)

**CONTES IROQUOIS**, traduction intégrale d'un livre d'Akwesasne Notes illustrées de pictogrammes originaux (80F port compris)

# Collectionnez les anciens numéros

Choisissez

# 8 numéros

parmi les n° 19 à 32/33  
pour seulement

# 180 francs port compris

**1 n° double = 2 numéros**

**Notre adresse / Our address  
Nuestra dirección**

**Nitassinan C.S.I.A.  
BP 317**

**F - 75229 Paris Cedex 05**

